

# MEMORIAL

Journal Officiel  
du Grand-Duché de  
Luxembourg



# MEMORIAL

Amtsblatt  
des Großherzogtums  
Luxemburg

## RECUEIL DES SOCIÉTÉS ET ASSOCIATIONS

Le présent recueil contient les publications prévues par la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et par la loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

C — N° 2708

30 octobre 2013

### SOMMAIRE

Aabar Trading S.à r.l. ....	129950	Fontoy Holding S.A. ....	129943
Adra Investissements S.A. ....	129938	Fontoy Holding S.A. ....	129942
AFC International ....	129949	FREDI Financière de Recherche et Déve-	
Allfin Lux S.A. ....	129984	loppement Industriel S.A. ....	129942
Bensons Investments S.A. ....	129966	FREDI Financière de Recherche et Déve-	
Blue Group Spa S.A. ....	129938	loppement Industriel S.A. ....	129948
Bluespace Holding Sàrl ....	129939	FREIF Wind Holdings S.à r.l. ....	129942
Bolux ....	129939	FS Management 4 S.à r.l. ....	129943
Buyse & Partners Investment Fund ....	129948	Gallion International Holding S.A. SPF ..	129944
BV Acquisitions Parent S.à r.l. ....	129948	GLASS PARTNERS TRANSPORTS Lu-	
Cable GP S.à r.l. ....	129943	xembourg S.A. ....	129947
Caro S.à r.l. ....	129950	Goa S.A. ....	129948
CASTELLANI Frères S.à r.l. & Cie ....	129950	Golden Jet Partner S.A. ....	129944
Cherras Investments S.à r.l. ....	129944	GP Lux Sàrl ....	129944
Corton Meyney S.A. ....	129939	Happy Family I S.C.A. ....	129945
C.P.C. Transport S.à.r.l. ....	129939	Headstart Management Services S.à r.l.	
Ecoleds.Eu S.à r.l. ....	129949	.....	129945
Ensemble Investment Corporation ....	129949	Headstart S.à r.l. ....	129946
EOS Werner S.à r.l. ....	129943	Hermesco Holding S.A. ....	129945
European Meridien S.A. ....	129941	Hobuch Investments 1 S.à r.l. ....	129946
European Plast Research & Development		Holdco 1 Citygate S.à r.l. ....	129946
.....	129940	H.R.P. International S.A. ....	129945
Eurosecur Immobilière S.A. ....	129940	Industrial Minerals Investor S.à r.l. ....	129946
Exigo S.A. ....	129940	Kirken Investments S.A. ....	129947
Experian Luxembourg Finance S.à r.l. ...	129966	Kris S.A. ....	129947
Eye Shelter S.A. ....	129939	La Cherni Holding S.A. ....	129947
Fairacre Plus (Lux) S.à.r.l. ....	129941	Mainland Corporation S.A. ....	129947
Falarc S.A. ....	129940	OnX International S.à r.l. ....	129977
Famaury ....	129942	Provendis S.A. ....	129949
Farssi S.à r.l. ....	129942	Société civile immobilière ANBO ....	129984
Finance Solution Group S.A. ....	129944	Tandem S.A. SPF ....	129938
Financière de la WILTZ S.A. SPF ....	129941	Tilfelle S.A. ....	129938
Firstluxe S.A. ....	129941	Tripode One ....	129949

**Adra Investissements S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1660 Luxembourg, 30, Grand-rue.  
R.C.S. Luxembourg B 144.273.

—  
EXTRAIT

Par la présente, Monsieur Edouard MAIRE, informe avoir démissionné en date du 20 août 2013 de son mandat d'administrateur de la société ADRA INVESTISSEMENTS S.A., société anonyme, L-1660 Luxembourg, 30, Grand Rue, immatriculée au R.C.S. de Luxembourg sous le numéro B144273.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour extrait conforme.

Luxembourg, le 20 août 2013.

Référence de publication: 2013130447/14.

(130159223) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 septembre 2013.

---

**Tilfelle S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-2155 Luxembourg, 146, Muhlenweg.  
R.C.S. Luxembourg B 148.451.

—  
EXTRAIT

Il résulte d'un procès-verbal d'une assemblée générale extraordinaire tenue en date du 5 septembre 2013 que:

L'assemblée accepte la démission de Madame Mariette GIVER de son poste d'administrateur.

L'assemblée décide de nommer comme nouvel administrateur Monsieur Rico MAROCHI, né le 09/01/1964 à Differdange, demeurant à 46, Cité Breitfeld, L-4519 Differdange.

Son mandat prendra fin à l'issue de l'assemblée générale qui se tiendra en l'année 2015.

Pour extrait sincère et conforme

Référence de publication: 2013130342/14.

(130158725) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 septembre 2013.

---

**Tandem S.A. SPF, Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.**

Siège social: L-2120 Luxembourg, 16, allée Marconi.  
R.C.S. Luxembourg B 72.442.

—  
Lors de l'Assemblée Générale Extraordinaire en date du 27 août 2013 les décisions suivantes ont été prises:

1) La démission de FIDESCO S.A. de sa fonction d'administrateur est acceptée.

2) Est nommé jusqu'à l'assemblée générale statuant sur les comptes annuels clôturant au 30 juin 2013

- Monsieur Philippe BARATE, demeurant 103, Rambla de Catalunya, E-08029 Barcelona, administrateur

Pour extrait conforme

Signature

Référence de publication: 2013130334/13.

(130158579) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 septembre 2013.

---

**Blue Group Spa S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-2449 Luxembourg, 8, boulevard Royal.  
R.C.S. Luxembourg B 129.206.

—  
*Extrait des résolutions prises lors du Conseil d'Administration tenu le 08 mai 2013*

Le Conseil d'Administration prend note de la volonté de l'Administrateur Patricia JUPILLE de reprendre son nom de jeune fille OSIEKA.

Luxembourg, le 08 mai 2013.

Pour BLUE GROUP SPA S.A.

Signature

Référence de publication: 2013130530/13.

(130158903) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 septembre 2013.

---

**Bluespace Holding Sàrl, Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-1528 Luxembourg, 2, boulevard de la Foire.

R.C.S. Luxembourg B 109.512.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Le 16-09-2013.

Pramerica Luxembourg Corporate Directorship S.A.R.L.

Signature

Référence de publication: 2013130531/12.

(130158893) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 septembre 2013.

**Bolux, Société d'Investissement à Capital Variable.**

Siège social: L-2449 Luxembourg, 14, boulevard Royal.

R.C.S. Luxembourg B 33.507.

Le Rapport annuel révisé au 30 juin 2013 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 17 septembre 2013.

*Pour le Conseil d'Administration*

Référence de publication: 2013130533/11.

(130158973) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 septembre 2013.

**Corton Meyney S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1840 Luxembourg, 11B, boulevard Joseph II.

R.C.S. Luxembourg B 67.894.

Les comptes annuels au 31/12/2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature

*Mandataire*

Référence de publication: 2013130555/11.

(130159559) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 septembre 2013.

**C.P.C. Transport S.à.r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-8826 Perlé, 5, rue de l'Eglise.

R.C.S. Luxembourg B 158.018.

Les comptes annuels au 31.12.2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2013130547/10.

(130159549) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 septembre 2013.

**Eye Shelter S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-2535 Luxembourg, 16, boulevard Emmanuel Servais.

R.C.S. Luxembourg B 159.398.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2013130669/10.

(130158806) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 septembre 2013.

**Eurosecur Immobilière S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-2449 Luxembourg, 8, boulevard Royal.  
R.C.S. Luxembourg B 54.284.

—  
*Extrait des résolutions prises lors de l'Assemblée Générale Ordinaire Statutaire du 2 mai 2013:*

L'Assemblée Générale décide de renouveler les mandats des administrateurs Mme Luisella MORESCHI, Mme Patricia OSIEKA et Mme Frédérique VIGNERON ainsi que celui du commissaire aux comptes Gordale Marketing Limited ayant son siège social à Strovolou, 77, Strovolos center, Office 204 Strovolos, P.C. 2018 Nicosia, Chypre jusqu'à l'issue de l'Assemblée Générale Ordinaire annuelle de 2019.

Luxembourg, le 28 juin 2013.

Pour EUROSECUR IMMOBILIERE S.A.

Signature

Référence de publication: 2013130665/15.

(130158748) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 septembre 2013.

---

**Exigo S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1273 Luxembourg, 11, rue de Bitbourg.  
R.C.S. Luxembourg B 132.099.

—  
Les comptes annuels au 31/12/2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 17/09/2013.

G.T. Experts Comptables Sàrl

Luxembourg

Référence de publication: 2013130667/12.

(130159009) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 septembre 2013.

---

**European Plast Research & Development, Société Anonyme.**

Siège social: L-4987 Sanem, 7, Quartier de l'Eglise.  
R.C.S. Luxembourg B 150.523.

—  
Les comptes annuels au 31.12.2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 16/09/2013.

G.T. Experts Comptables Sàrl

Luxembourg

Référence de publication: 2013130663/12.

(130159344) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 septembre 2013.

---

**Falarc S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-7634 Heffingen, Scherfenhaff.  
R.C.S. Luxembourg B 37.552.

—  
Les comptes annuels au 31.12.2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 17.09.2013.

Pour: FALARC S.A.

Société anonyme

Experata Luxembourg

Société anonyme

Isabelle Marechal-Gerlaxhe / Susana Goncalves Martins

Référence de publication: 2013130683/15.

(130159545) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 septembre 2013.

---

**Financière de la WILTZ S.A. SPF, Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.**

Siège social: L-1840 Luxembourg, 43, boulevard Joseph II.  
R.C.S. Luxembourg B 149.193.

Les comptes annuels au 31 décembre 2011 (version abrégée) ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 13 septembre 2013.

*Pour la Société*

*Un mandataire*

Référence de publication: 2013130675/13.

(130158776) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 septembre 2013.

---

**European Meridien S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-2449 Luxembourg, 8, boulevard Royal.  
R.C.S. Luxembourg B 61.094.

*Extrait des résolutions prises lors du Conseil d'Administration tenu le 28 mai 2013*

Le Conseil d'Administration prend note de la volonté de l'Administrateur Patricia JUPILLE de reprendre son nom de jeune fille OSIEKA.

Luxembourg, le 28 mai 2013.

*Pour EUROPEAN MERIDIEN S.A.*

*Signature*

Référence de publication: 2013130662/13.

(130158894) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 septembre 2013.

---

**Fairacre Plus (Lux) S.à.r.l., Société à responsabilité limitée.**

**Capital social: EUR 12.500,00.**

Siège social: L-1882 Luxembourg, 5, rue Guillaume Kroll.  
R.C.S. Luxembourg B 124.589.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 6 septembre 2013.

Référence de publication: 2013130670/10.

(130159005) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 septembre 2013.

---

**Firstluxe S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-2340 Luxembourg, 8, rue Philippe II.  
R.C.S. Luxembourg B 179.152.

*Extrait des résolutions circulaires du conseil d'administration en date du 2 septembre 2013*

*Première Résolution*

Le Conseil d'administration de la Société a nommé ISOSTRESS, société à responsabilité limitée, ayant son siège social au 29, rue Joseph Hansen, L-1716 Luxembourg, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B128503, en tant que commissaire aux comptes, jusqu'à l'assemblée générale annuelle de l'année 2014, avec effet immédiat.

*Deuxième Résolution*

Le Conseil d'administration de la Société a décidé de dénommer RSM Audit Luxembourg S.à r.l., en tant que réviseur d'entreprise, avec effet immédiat.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 17/09/2013.

Référence de publication: 2013130676/18.

(130159296) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 septembre 2013.

---

\*

**Farssi S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-1630 Luxembourg, 20, rue Glesener.  
R.C.S. Luxembourg B 163.205.

Les comptes annuels au 31.12.2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013130685/9.

(130158984) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 septembre 2013.

---

**FREDI Financière de Recherche et Développement Industriel S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1471 Luxembourg, 412F, route d'Esch.  
R.C.S. Luxembourg B 68.637.

Les comptes annuels au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013130697/9.

(130159113) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 septembre 2013.

---

**Famaury, Société Anonyme sous la forme d'une SICAV - Fonds d'Investissement Spécialisé.**

Siège social: L-2535 Luxembourg, 20, boulevard Emmanuel Servais.  
R.C.S. Luxembourg B 136.917.

*Extrait de la déclaration du Conseil d'Administration en date du 26 août 2013:*

Les membres du Conseil d'Administration déclarent avoir été informés du décès de Monsieur Marcel Ury, Administrateur de la Société, survenu en date du 27 juillet 2013.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 17 septembre 2013.

Référence de publication: 2013130684/12.

(130159446) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 septembre 2013.

---

**FREIF Wind Holdings S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

**Capital social: EUR 12.510,00.**

Siège social: L-1931 Luxembourg, 13-15, avenue de la Liberté.  
R.C.S. Luxembourg B 164.025.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 19 septembre 2013.

Hille-Paul Schut

*Mandataire*

Référence de publication: 2013130699/12.

(130159560) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 septembre 2013.

---

**Fontoy Holding S.A., Société Anonyme Holding.**

Siège social: L-1528 Luxembourg, 11-13, boulevard de la Foire.  
R.C.S. Luxembourg B 75.623.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 16 septembre 2013.

Stéphane HEPINEUZE

*Mandataire*

Référence de publication: 2013130694/12.

(130159453) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 septembre 2013.

---

**Fontoy Holding S.A., Société Anonyme Holding.**

Siège social: L-1528 Luxembourg, 11-13, boulevard de la Foire.  
R.C.S. Luxembourg B 75.623.

Les comptes annuels au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 16 septembre 2013.  
Stéphane HEPINEUZE  
*Mandataire*

Référence de publication: 2013130693/12.

(130159452) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 septembre 2013.

---

**EOS Werner S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-1637 Luxembourg, 5, rue Goethe.  
R.C.S. Luxembourg B 160.788.

Les comptes annuels au 31.12.2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 16 Septembre 2013.  
EOS Werner S.ar.l.  
Représentée par Mr. Egor NOSKOV

Référence de publication: 2013130652/12.

(130158460) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 septembre 2013.

---

**FS Management 4 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

**Capital social: DKK 16.174.400,00.**

Siège social: L-1536 Luxembourg, 2, rue du Fossé.  
R.C.S. Luxembourg B 168.297.

Constituée par devant Me Francis Kessler, notaire de résidence à Luxembourg, en date du 28 Mars 2012, acte publié  
au Mémorial C no 1352 du 31 mai 2012

Les comptes annuels audités au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de  
Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

FS Management 4 S.à r.l.  
Marielle Stijger  
*Gérant*

Référence de publication: 2013130700/15.

(130159381) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 septembre 2013.

---

**Cable GP S.à r.l, Société à responsabilité limitée.**

**Capital social: EUR 12.500,00.**

Siège social: L-1661 Luxembourg, 31, Grand-rue.  
R.C.S. Luxembourg B 160.518.

**EXTRAIT**

Il résulte de la résolution de l'associé unique tenu en date du 5 Septembre 2013 que la démission de Mr Hugo Neuman  
en tant que gérant est acceptée avec effet au 31 Mars 2012.

Par conséquent, le Conseil de Gérance de la Société est composé comme suit:

- Mr Claude Larbière  
- Mr Ruettger Keienburg

Luxembourg, le 10 Septembre 2013.

Emilie Dougnac.

Référence de publication: 2013130548/15.

(130159468) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 septembre 2013.

---

**Finance Solution Group S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-2449 Luxembourg, 8, boulevard Royal.  
R.C.S. Luxembourg B 132.293.

—  
*Extrait des résolutions prises lors du Conseil d'Administration tenu le 28 mai 2013*

Le Conseil d'Administration prend note de la volonté de l'Administrateur Patricia JUPILLE de reprendre son nom de jeune fille OSIEKA.

Luxembourg, le 28 mai 2013.

*Pour FINANCE SOLUTION GROUP S.A.*

Signature

Référence de publication: 2013130688/13.

(130158891) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 septembre 2013.

---

**Cherras Investments S.à r.l., Société à responsabilité limitée de titrisation.**

Siège social: L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.  
R.C.S. Luxembourg B 130.488.

—  
Les comptes annuels au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

*Pour CHERRAS INVESTMENTS S.à r.l.*

Intertrust (Luxembourg) S.A.

Référence de publication: 2013130582/11.

(130158793) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 septembre 2013.

---

**Gallion International Holding S.A. SPF, Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.**

Siège social: L-2535 Luxembourg, 16, boulevard Emmanuel Servais.  
R.C.S. Luxembourg B 72.129.

—  
Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2013130708/10.

(130159445) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 septembre 2013.

---

**Golden Jet Partner S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-9647 Doncols, 14, Chemin des Douaniers.  
R.C.S. Luxembourg B 116.221.

—  
Les comptes annuels au 31.12.2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2013130712/10.

(130159360) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 septembre 2013.

---

**GP Lux Sàrl, Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-3673 Kayl, 1, Chemin Vert.  
R.C.S. Luxembourg B 144.340.

—  
Le bilan au 31 décembre 2012 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

*Mandataire*

Référence de publication: 2013130713/10.

(130158735) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 septembre 2013.

---

**H.R.P. International S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-2449 Luxembourg, 8, boulevard Royal.

R.C.S. Luxembourg B 64.658.

—  
*Extrait des résolutions prises lors du Conseil d'Administration tenu le 10 juin 2013*

Le Conseil d'Administration prend note de la volonté de l'Administrateur Patricia JUPILLE de reprendre son nom de jeune fille OSIEKA.

Luxembourg, le 10 juin 2013.

*Pour HRP INTERNATIONAL S.A.*

Signature

Référence de publication: 2013130716/13.

(130158897) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 septembre 2013.

---

**Happy Family I S.C.A., Société en Commandite par Actions de Titrisation.**

Siège social: L-2340 Luxembourg, 8, rue Philippe II.

R.C.S. Luxembourg B 151.121.

—  
Les comptes annuels au 31.12.2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Le 17/09/2013.

Référence de publication: 2013130717/10.

(130159232) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 septembre 2013.

---

**Headstart Management Services S.à r.l., Société à responsabilité limitée.****Capital social: EUR 12.500,00.**

Siège social: L-2557 Luxembourg, 7, rue Robert Stümper.

R.C.S. Luxembourg B 155.181.

—  
EXTRAIT

Par résolution écrite du gérant unique en date du 30 août 2013, le gérant unique a décidé d'adopter la résolution suivante:

- le siège social de la société a été transféré de 17, rue des Jardiniers, L-1835 Luxembourg à 7, rue Robert Stümper, L-2557 Luxembourg, avec effet au 1<sup>er</sup> septembre 2013.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour extrait sincère et conforme

Signature

*Le mandataire*

Référence de publication: 2013130718/17.

(130159030) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 septembre 2013.

---

**Hermesco Holding S.A., Société Anonyme Holding.**

R.C.S. Luxembourg B 30.977.

—  
HRT FIDALUX SA, ayant son siège social au 163, rue du Kiem, L-8030 Strassen (anciennement 23, Val Fleuri, L-1526 Luxembourg), immatriculée au Registre de Commerce et des Sociétés sous le numéro B 41.178, agent domiciliataire de la société HERMESCO HOLDING S.A., une Société Anonyme, ayant son siège social au 50 Val Fleuri, L-1526 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, immatriculée au Registre de Commerce et des Sociétés sous le numéro B 30.977 (la «Société»), a décidé de dénoncer le siège de la Société avec effet au 3 septembre 2013.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Strassen, le 3 septembre 2013.

*Pour HRT FIDALUX S.A.*

Référence de publication: 2013130729/14.

(130158814) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 septembre 2013.

**Hobuch Investments 1 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.****Capital social: USD 25.000,00.**

Siège social: L-1882 Luxembourg, 5, rue Guillaume Kroll.

R.C.S. Luxembourg B 151.294.

Par résolutions signées en date du 28 août 2013, l'associé unique a pris la décision de nommer Frédéric Salvadore, avec adresse professionnelle au 5, rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg, au mandat de gérant B, avec effet au 28 août 2013 et pour une durée indéterminée.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 9 septembre 2013.

Référence de publication: 2013130721/13.

(130158800) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 septembre 2013.

**Holdco 1 Citygate S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-1637 Luxembourg, 22, rue Goethe.

R.C.S. Luxembourg B 180.099.

Il résulte d'un contrat de transfert de parts réalisé en date du 12 septembre 2013 que Catalyst Citygate LLP transfère les 15000 parts qu'elle détient dans la Société à Devon RE Investments Inc. une Company governed by the laws of the British Virgin Islands, enregistrée au Registrar of corporate affairs sous le numéro 1559387, ayant son siège social au Road Town, VG 1110 Tortola, Iles Vierges Britanniques.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 17 septembre 2013.

Référence de publication: 2013130722/13.

(130159270) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 septembre 2013.

**Headstart S.à r.l., Société à responsabilité limitée.****Capital social: EUR 125.000,00.**

Siège social: L-2557 Luxembourg, 7, rue Robert Stümper.

R.C.S. Luxembourg B 149.993.

**EXTRAIT**

Par résolution écrite du gérant unique en date du 30 août 2013, le gérant unique a décidé d'adopter la résolution suivante:

- le siège social de la société a été transféré de 17, rue des Jardiniers, L-1835 Luxembourg à 7, rue Robert Stümper, L-2557 Luxembourg, avec effet au 1<sup>er</sup> septembre 2013.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour extrait sincère et conforme

Signature

Le mandataire

Référence de publication: 2013130719/17.

(130159031) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 septembre 2013.

**Industrial Minerals Investor S.à r.l., Société à responsabilité limitée.****Capital social: EUR 1.190.000,00.**

Siège social: L-2540 Luxembourg, 15, rue Edward Steichen.

R.C.S. Luxembourg B 174.125.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 16 septembre 2013.

Référence de publication: 2013130737/11.

(130158798) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 septembre 2013.

**Kris S.A., Société Anonyme.**

R.C.S. Luxembourg B 82.796.

International Corporate Services (Luxembourg) S.A.R.L. dénonce avec effet immédiat le siège de la société Kris S.A., dont le Siège Social: 50, route d'Esch, L-1470 Luxembourg et inscrite au R.C. Luxembourg B 82 796.

Fait à Luxembourg, le 17 septembre 2013.

International Corporate Services (Luxembourg) SÀRL

50, route d'Esch

L-1470 Luxembourg

Signature

*Le domiciliataire*

Référence de publication: 2013130802/14.

(130159460) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 septembre 2013.

**La Cherni Holding S.A., Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.**

Siège social: L-1637 Luxembourg, 1, rue Goethe.

R.C.S. Luxembourg B 50.911.

Aux actionnaires et au conseil d'administration

Par la présente, permettez-moi de vous présenter ma démission avec effet immédiat de mon poste d'administrateur / manager de votre société, pour des raisons personnelles.

Luxembourg, le 16 septembre 2013.

M. Wittmann.

Référence de publication: 2013130817/11.

(130159101) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 septembre 2013.

**Kirken Investments S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-2522 Luxembourg, 6, rue Guillaume Schneider.

R.C.S. Luxembourg B 78.537.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 13 septembre 2013.

Référence de publication: 2013130797/10.

(130159363) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 septembre 2013.

**Mainland Corporation S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1471 Luxembourg, 412F, route d'Esch.

R.C.S. Luxembourg B 58.050.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

*Un mandataire*

Référence de publication: 2013130848/10.

(130159398) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 septembre 2013.

**GLASS PARTNERS TRANSPORTS Luxembourg S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-5326 Contern, 13, rue Edmond Reuter.

R.C.S. Luxembourg B 133.537.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013130709/9.

(130159427) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 septembre 2013.

**BV Acquisitions Parent S.à r.l., Société à responsabilité limitée.****Capital social: USD 320.162,38.**

Siège social: L-2557 Luxembourg, 7, rue Robert Stümper.

R.C.S. Luxembourg B 157.979.

## EXTRAIT

Par résolution écrite du conseil de gérance en date du 6 août 2013, le conseil de gérance a décidé d'adopter la résolution suivante:

- le siège social de la société a été transféré de 17, rue des Jardiniers, L-1835 Luxembourg à 7, rue Robert Stümper, L-2557 Luxembourg, avec effet au 1<sup>er</sup> septembre 2013.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour extrait sincère et conforme

Signature

*Le mandataire*

Référence de publication: 2013130541/17.

(130159281) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 septembre 2013.

---

**Buyse & Partners Investment Fund, Société Anonyme sous la forme d'une SICAV - Fonds d'Investissement Spécialisé.**

Siège social: L-2453 Luxembourg, 12, rue Eugène Ruppert.

R.C.S. Luxembourg B 161.343.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 16 septembre 2013.

*Pour BUYSE & PARTNERS INVESTMENT FUND*

**BANQUE DEGROOF LUXEMBOURG S.A.**

*Agent Domiciliaire*

Valérie GLANE / Corinne ALEXANDRE

*Fondé de pouvoir / -*

Référence de publication: 2013130537/16.

(130158836) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 septembre 2013.

---

**FREDI Financière de Recherche et Développement Industriel S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1471 Luxembourg, 412F, route d'Esch.

R.C.S. Luxembourg B 68.637.

Les comptes annuels au 31 décembre 2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013130698/9.

(130159114) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 septembre 2013.

---

**Goa S.A., Société Anonyme.**

R.C.S. Luxembourg B 152.658.

Le domicile de la société GOA S.A., R.C.S. Luxembourg B n°152658, constituée le 14 avril 2010 par-devant Maître Jean SECKLER, Notaire de résidence à Junglinster, publié au Mémorial C N° 1153 du 02.06.2010, établi au 17, rue Beaumont L - 1219 Luxembourg, a été dénoncé le 16.09.2013.

Luxembourg, le 16.09.2013.

**MANACO S.A.**

Signature

Référence de publication: 2013130711/12.

(130158956) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 septembre 2013.

---

**Provendis S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1142 Luxembourg, 11, rue Pierre d'Aspelt.  
R.C.S. Luxembourg B 158.920.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

PROVENDIS S.A.

Stéphane ... / Christelle ...

*Membre du Directoire / Membre du Directoire*

Référence de publication: 2013130920/12.

(130159293) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 septembre 2013.

---

**Tripode One, Société Anonyme.**

Siège social: L-9999 Wemperhardt, 4A, Op der Haart.  
R.C.S. Luxembourg B 90.580.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Esch-sur-Alzette, le 16 septembre 2013.

Référence de publication: 2013131053/10.

(130158746) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 septembre 2013.

---

**AFC International, Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-2210 Luxembourg, 38, boulevard Napoléon 1er.  
R.C.S. Luxembourg B 137.958.

Il est porté à la connaissance du Registre de Commerce et des Sociétés Luxembourg que le siège social d' AFC INTERNATIONAL S.à.r.l. a été transféré avec effet au 28 février 2013 à l'adresse suivante:

L-2210 Luxembourg, 38 boulevard Napoléon 1<sup>er</sup>

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 12 septembre 2013.

*Pour AFC INTERNATIONAL S.A.R.L.*

Référence de publication: 2013131193/13.

(130159989) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 septembre 2013.

---

**Ecoleds.Eu S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-8469 Eischen, 51, rue de la Gaichel.  
R.C.S. Luxembourg B 138.688.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013131350/9.

(130159584) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 septembre 2013.

---

**Ensemble Investment Corporation, Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-1724 Luxembourg, 9B, boulevard du Prince Henri.  
R.C.S. Luxembourg B 169.688.

Les comptes annuels au 31/12/2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2013131340/10.

(130160132) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 septembre 2013.

---

**CASTELLANI Frères S.à r.l. & Cie, Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-4222 Esch-sur-Alzette, 310, rue de Luxembourg.  
R.C.S. Luxembourg B 21.049.

Les comptes annuels au 31.12.2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2013131280/10.

(130159800) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 septembre 2013.

**Caro S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-9166 Mertzig, 11, Zone Industrielle.  
R.C.S. Luxembourg B 139.132.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2013131278/10.

(130160136) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 septembre 2013.

**Aabar Trading S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-2540 Luxembourg, 15, rue Edouard Steichen.  
R.C.S. Luxembourg B 169.173.

**GEMEINSAMER VERSCHMELZUNGSPLAN**

zwischen

Aabar Trading S. à r. l.

15, Rue Edward Steichen

L-2540 Luxembourg B 169173

und

Aabar Europe Holdings GmbH

Wagramer Straße 17-19

1220 Vienna, Austria

FN 309218 h

am 04 October 2013

in Vienna

Gemäß § 5 des österreichischen EU-Verschmelzungsgesetzes und Artikel 261 des Luxemburger Gesetzes vom 10. August 1915 über Handelsgesellschaften

im Sinne des Artikels 5 der Richtlinie 2005/56/EG

(im Folgenden „Verschmelzungsplan“)

*Präambel*

A. Aabar Trading S. à r. l. ist eine Gesellschaft mit beschränkter Haftung (société à responsabilité limitée) gegründet und bestehend nach luxemburgischem Recht mit Sitz in 15, Rue Edward Steichen, L-2540 Luxembourg, Großherzogtum Luxemburg, eingetragen im luxemburgischen Handels- und Gesellschaftsregister unter der Nummer: B 169173 (nachfolgend auch als „Übernehmende Gesellschaft“ bezeichnet).

B. Aabar Europe Holdings GmbH ist eine Gesellschaft mit beschränkter Haftung nach österreichischem Recht, mit Sitz in Wien, Österreich, und der Geschäftsanschrift Wagramer Straße 17-19, 1220 Wien, Österreich, eingetragen im österreichischen Firmenbuch des Handelsgerichts Wien unter der FN 309218 h (nachfolgend auch als „Übertragende Gesellschaft“ bezeichnet).

Die Übertragende Gesellschaft und die Übernehmende Gesellschaft werden nachfolgend gemeinsam auch als „Verschmelzende Gesellschaften“ bezeichnet.

C. Die alleinige Muttergesellschaft der Übernehmenden Gesellschaft ist Aabar Holdings S. à r. l., eine Gesellschaft gegründet und bestehend nach luxemburgischem Recht mit Sitz in 15, Rue Edward Steichen, L-2540 Luxembourg, Großherzogtum Luxemburg, eingetragen im luxemburgischen Handels- und Gesellschaftsregister unter der Nummer: B 157199, (nachfolgend auch als „Aabar Holdings“ bezeichnet). Die alleinige Muttergesellschaft der Übertragenden Gesellschaft ist

aabar Investments PJS, eine Gesellschaft gegründet und bestehend nach dem Recht von Abu Dhabi, mit ihrem Sitz in Abu Dhabi, Vereinigte Arabische Emirate.

D. Die Übernehmende Gesellschaft und die Übertragende Gesellschaft beabsichtigen eine grenzüberschreitende Verschmelzung im Sinne der Richtlinie 2005/56/EG des Europäischen Parlaments und des Rates vom 26. Oktober 2005 über die Verschmelzung von Kapitalgesellschaften aus verschiedenen Mitgliedstaaten (nachfolgend auch als die „Richtlinie“ bezeichnet) und gemäß dem österreichischen EU-Verschmelzungsgesetz (nachfolgend auch als „öEU-VerschG“ bezeichnet) und dem Luxemburger Gesetz vom 10. August 1915 über Handelsgesellschaften (nachfolgend auch als „1915er Gesetz“ bezeichnet).

E. Diese grenzüberschreitende Verschmelzung ist Teil einer umfassenden Umstrukturierung der Aabar Gruppe und der IPIC Gruppe in Österreich. Vor Wirksamkeit dieser grenzüberschreitenden Verschmelzung wird die Übertragende Gesellschaft das gesamte Vermögen der Aabar Automotives GmbH (Sitz in Wien, FN 309208 v) sowie der Aabar Falcon Holding GmbH (Sitz in Wien, FN 302178 f) als Übernehmende Gesellschaft auf Grund von separaten (nationalen) Verschmelzungen zur Aufnahme gemäß § 96 Abs 2 GmbHG in Verbindung mit § 219 Abs 1 Z 1 AktG übernehmen.

F. Vor diesem Hintergrund stellen die Übernehmende Gesellschaft und die Übertragende Gesellschaft gemeinsam diesen Verschmelzungsplan auf.

### **1. Vereinbarung über die Vermögensübertragung durch grenzüberschreitende Verschmelzung durch Aufnahme.**

1.1. Die Verschmelzenden Gesellschaften vereinbaren, dass die Übernehmende Gesellschaft mit der Übertragenden Gesellschaft eine grenzüberschreitende Verschmelzung gemäß der Richtlinie, den Bestimmungen des öEU-VerschG und des 1915er Gesetzes eingeht, wodurch die Übernehmende Gesellschaft kraft Gesetzes im Wege der Gesamtrechtsnachfolge alle Rechte und Pflichten der Übertragenden Gesellschaft übernimmt und die Übertragende Gesellschaft ohne Liquidation aufgelöst wird.

1.2. Die Verschmelzenden Gesellschaften verpflichten sich zur Durchführung aller Rechtshandlungen im In- und Ausland, die zusätzlich zu diesem Verschmelzungsplan zur ordnungsgemäßen Übertragung des Vermögens der Übertragenden Gesellschaft auf die Übernehmende Gesellschaft zweckmäßig und notwendig sein sollten.

**2. Angaben zu den Verschmelzenden Gesellschaften (Artikel 5 lit (a) der Richtlinie, § 5 Abs 2 Z 1 öEU-VerschG und Artikel 261 (2) a) des 1915er Gesetzes).** Aabar Trading S. à r. l. und Aabar Europe Holdings GmbH sind die an der Verschmelzung beteiligten Gesellschaften; Aabar Trading S. à r. l. ist zudem die übernehmende Gesellschaft. Beide Gesellschaften haben die Rechtsformen, Firmen und eingetragenen Sitze wie zuvor in der Präambel ausgeführt.

**3. Gewährung von neuen Anteilen und von baren Zuzahlungen (Umtauschverhältnis) (Artikel 5 lit (b) der Richtlinie, § 5 Absatz 2 Z 2 öEU-VerschG und Artikel 261 (2) b) des 1915er Gesetzes).**

3.1. Alle Vermögensgegenstände und Verbindlichkeiten der Übertragenden Gesellschaft werden der Übernehmenden Gesellschaft gegen Gewähr von Anteilen an der Übernehmenden Gesellschaft übertragen. Der Marktwert des Nettovermögens, das von der Übertragenden Gesellschaft übertragen wird, und welcher von den Vertragsparteien am Tag des Verschmelzungsplans geschätzt wird, beträgt zumindest EUR 22.500 (zweiundzwanzigtausend fünfhundert Euro).

3.2. Zum 15. April 2013 wurde für die Verschmelzenden Gesellschaften eine Bilanz aufgestellt. Basierend auf diesen Ansätzen wird das Stammkapital der Übernehmenden Gesellschaft um einen Betrag von EUR 22.500 (zweiundzwanzigtausend fünfhundert Euro) auf Grund der Ausgabe von 900 neuen Anteilen mit einem Nennwert von je EUR 25 (fünfundzwanzig Euro) erhöht, welche vom Alleingesellschafter der Übertragenden Gesellschaft übernommen werden. Für den Fall, dass der Wert des übertragenen Nettovermögens höher ist als EUR 22.500 (zweiundzwanzigtausend fünfhundert Euro), wird der zusätzliche Wert einem Agio-Konto oder einem anderem Rücklagen-Konto zugewiesen.

3.3. Der Alleingesellschafter der Übertragenden Gesellschaft erhält für seinen Geschäftsanteil eine Anzahl von Anteilen an der Übernehmenden Gesellschaft, der seinem Geschäftsanteil an der Übertragenden Gesellschaft multipliziert durch das Umtauschverhältnis entspricht. Basierend auf den gegenwärtig zur Verfügung stehenden Ansätzen beträgt das Umtauschverhältnis 900 Anteile an der Übernehmenden Gesellschaft für den Geschäftsanteil an der Übertragenden Gesellschaft, welcher einem Stammkapital an der Übertragenden Gesellschaft von EUR 35.000 entspricht.

Die neuen Anteile, welche durch die Übernehmende Gesellschaft ausgegeben werden, werden in allen Belangen die selben Rechte haben wie jene, welche die Übernehmende Gesellschaft bereits ausgegeben hat, insbesondere im Hinblick auf Stimmrecht und Gewinnberechtigung.

3.4. Als Ergebnis der Verschmelzung wird der Alleingesellschafter in das Gesellschafterregister der Übernehmenden Gesellschaft mit so vielen Anteilen eingetragen, wie er auf Grund der Verschmelzung erhält.

3.5. Eine Gewährung von Wertpapieren oder baren Zuzahlungen zwischen den verschmelzenden Gesellschaften findet nicht statt.

**4. Einzelheiten für die Gewährung von Anteilen (Artikel 5 lit (c) der Richtlinie, § 5 Abs 2 Z 3 öEU-VerschG und Artikel 261 (2) c) des 1915er Gesetzes).** Die Kapitalerhöhung und die Ausgabe von neuen Anteilen an den Alleingesellschafter der Übertragenden Gesellschaft wird zum Tag der Generalversammlung der Übernehmenden Gesellschaft, welche die Verschmelzung beschließt, wirksam.

Der Alleingesellschafter der Übertragenden Gesellschaft wird am selben Tag Eigentümer der neuen Anteile.

**5. Angaben zu den voraussichtlichen Auswirkungen der grenzüberschreitenden Verschmelzung auf die Beschäftigung (Artikel 5 lit (d) der Richtlinie, § 5 Abs 2 Z 4 öEU-VerschG und Artikel 261 (4) b) des 1915er Gesetzes).**

5.1. Zu dem Zeitpunkt, zu dem diese Verschmelzung rechtswirksam wird, hat die Übertragende Gesellschaft keine Arbeitnehmer.

Wenn die Übertragende Gesellschaft zu dem Zeitpunkt der Rechtswirksamkeit der Verschmelzung Arbeitnehmer hätte, käme es mit der Rechts Wirksamkeit der Verschmelzung zu einem gesetzlichen Übergang der Arbeitsverhältnisse der Arbeitnehmer der Übertragenden Gesellschaft auf die Übernehmende Gesellschaft; abgesehen von diesem Wechsel des Arbeitgebers bliebe der Inhalt der Arbeitsverhältnisse der Arbeitnehmer der Übertragenden Gesellschaft unverändert.

5.2. Zu dem Zeitpunkt, zu dem diese Verschmelzung rechtswirksam wird, hat die Übernehmende Gesellschaft keine Arbeitnehmer.

5.3. Wenn die Übernehmende Gesellschaft zu dem Zeitpunkt der Rechtswirksamkeit der Verschmelzung Arbeitnehmer hätte, würde die Verschmelzung keine Auswirkungen auf die Arbeitnehmer der Übernehmenden Gesellschaft haben.

**6. Zeitpunkt, von dem an die neuen Anteile einen Anspruch auf Gewinn gewähren (Artikel 5 lit (e) der Richtlinie, § 5 Absatz 2 Ziffer 5 (ö) EU-VerschG und Artikel 261 (2) d) des 1915er Gesetzes).** Die neuen Anteile sind am Gewinn der Übernehmenden Gesellschaft ab dem 15. April 2013 beteiligt.

**7. Zusammenlegung des Rechnungswesens; Stichtag (Verschmelzungstichtag) von dem an die Handlungen der Übertragenden Gesellschaft unter dem Gesichtspunkt der Rechnungslegung als für Rechnung der Übernehmenden Gesellschaft vorgenommen gelten (Artikel 5 lit (0) der Richtlinie, § 5 Abs 2 Z 6 öEU-VerschG und Artikel 261 (2) e) des 1915er Gesetzes).**

7.1. Als Stichtag, von dem an die Handlungen der Übertragenden Gesellschaft - steuerrecht] ich, unter dem Gesichtspunkt der Rechnungslegung und im Innenverhältnis zwischen der

Übertragenden und der Übernehmenden Gesellschaft - als für Rechnung der Übernehmenden Gesellschaft vorgenommen gelten, wird der 15. April 2013 (24 Uhr) vereinbart.

7.2. Die Übertragende Gesellschaft stellt gemäß § 220 Absatz 3 (ö)Aktiengesetz in Verbindung mit § 3 Absatz 2 öEU VerschG zum 15. April 2013 eine Schlussbilanz auf.

7.3. Die Übernehmende Gesellschaft, gemäß Artikel 267 Punkt (1) b) und c) des 1915er Gesetzes, stellt ihrer Gesellschafterin die Jahresabschlüsse und Jahresberichte der letzten drei Jahre zur Verfügung, und stellt eine Zwischenbilanz auf, welche dem vorliegenden Verschmelzungsplan um nicht mehr als drei Monate vorangeht, und stellt diesen ihrer Gesellschafterin zur Verfügung.

7.4. Vom Ablauf des 15. April 2013 an (mit 16. April 2013 0:00 Uhr) treffen daher alle Nutzungen und Lasten des übertragenen Vermögens die Übernehmende Gesellschaft.

7.5. Gemäß Artikel 273ter des 1915er Gesetzes wird die Verschmelzung rechtlich wirksam und wirksam gegenüber Dritten am Tag der Veröffentlichung des Protokolls der Gesellschafterversammlung der Übernehmenden Gesellschaft, welche die Verschmelzung beschließt, im Luxemburger Nationalen Amtsblatt (Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations).

**8. Keine Gewährung von besonderen Rechten (Artikel 5 lit (g) der Richtlinie, § 5 Abs 2 Z 7 öEU-VerschG und Artikel 261 (2) f) des 1915er Gesetzes).** Weder bei der Übernehmenden Gesellschaft noch bei der Übertragenden Gesellschaft gibt es Personen oder Rechtsträger, welche besondere Rechte im Sinne des Artikel 5 lit (g) der Richtlinie, des § 5 Abs 2 Z 7 öEU-VerschG und des Artikel 261 (2) f) des 1915er Gesetzes besitzen. Maßnahmen für Inhaber solcher spezieller Rechte sind daher nicht erforderlich.

**9. Unterbleiben der Gewährung von besonderen Vorteilen (Artikel 5 lit (h) der Richtlinie, § 5 Abs 2 Z 8 öEU-VerschG und Artikel 261 (2) g) des 1915er Gesetzes).** Weder an die Geschäftsführer der Verschmelzenden Gesellschaften noch an andere Personen, welche an der Verschmelzung beteiligt sind, wie insbesondere Mitglieder eines Verwaltungs-, Leitungs-, Aufsichts- oder Kontrollorgans noch an den Abschlussprüfer oder sonstigen Prüfer der an der Verschmelzung beteiligten Gesellschaften, werden im Zuge der Verschmelzung besondere Vorteile gewährt.

**10. Satzung der Übernehmenden Gesellschaft (Artikel 5 lit (i) der Richtlinie, § 5 Abs 2 Z 9 öEU-VerschG und Artikel 261 (4) a) des 1915er Gesetzes).**

10.1. Die gegenständliche Verschmelzung ist eine Verschmelzung zur Aufnahme bei der keine neue Gesellschaft entsteht. Die aktuelle Satzung der Übernehmenden Gesellschaft ist diesem Verschmelzungsplan als Beilage JA angeschlossen.

10.2. Die Satzung wird im Zuge der Verschmelzung, mit Ausnahme von Änderungen des Stammkapitals, welche der Gesamtrechtsnachfolge, der Kapitalerhöhung (Ausgabe neuer Anteile) und der Übernahme aller Rechte und Pflichten der Übertragenden Gesellschaft zufolge anfallen, nicht geändert.

### **11. Angaben über die Beteiligung von Arbeitnehmern an der Festlegung ihrer Mitbestimmungsrechte (Artikel 5 lit (j) der Richtlinie, § 5 Abs 2 Z 10 öEU-VerschG und Artikel 261 (4) c) des 1915er Gesetzes).**

11.1. Bei der Übertragenden Gesellschaft gibt es kein System der Arbeitnehmermitbestimmung (im Sinne der Richtlinie). Zudem hat die Übertragende Gesellschaft zu dem Zeitpunkt des Wirksamwerdens der Verschmelzung keine Arbeitnehmer.

11.2. Bei der Übernehmenden Gesellschaft gibt es kein System der Arbeitnehmermitbestimmung (im Sinne der Richtlinie). Zudem hat die Übernehmende Gesellschaft zum Zeitpunkt des Wirksamwerdens der Verschmelzung keine Arbeitnehmer. Außerdem werden im Zuge der Verschmelzung keine Arbeitnehmer auf die Übernehmende Gesellschaft übertragen.

11.3. Vor diesem Hintergrund sind keine weiteren Angaben zu diesem Punkt erforderlich.

### **12. Angaben zur Bewertung des übertragenen Aktiv- und Passivvermögens und des Eigenkapitals; relevante Umstände für ihre Bewertung; Auswirkungen auf die Bilanz der Übernehmenden Gesellschaft; buchhalterische Behandlung (Artikel 5 lit (k) der Richtlinie, § 5 Abs 2 Z 11 ÖEU-VerschG und Artikel 261 (4) d) des 1915er Gesetzes).**

12.1. Die Aktiva, Passiva und das zu übertragende Eigenkapital der Übertragenden Gesellschaft werden in der Schlussbilanz abgebildet.

Die Bilanzposten der Übertragenden Gesellschaft werden nach der nachfolgend beschriebenen Methode in die Bilanz der Übernehmenden Gesellschaft überführt:

Im Rechnungswesen der Übernehmenden Gesellschaft soll die Verschmelzung durch eine Buchwertfortführung erfasst werden.

Die Buchwerte in der Schlussbilanz zum 15. April 2013 der Übertragenden Gesellschaft werden als Wertansatz für die übertragenen Aktiva als auch für die übertragenen Passiva und das Eigenkapital herangezogen.

12.2. Aktivposten der Schlussbilanz der Übertragenden Gesellschaft werden als Aktivposten in der Bilanz der Übernehmenden Gesellschaft nach Maßgabe des luxemburgischen Rechnungslegungsrechts erfasst.

12.3. Positionen von Gläubigern im Eigenkapital und Passiva der Schlussbilanz der Übertragenden Gesellschaft werden bei den entsprechenden Gläubigerpositionen bei der Übernehmenden Gesellschaft erfasst; ausgenommen sind Forderungen der Übernehmenden Gesellschaft gegenüber der Übertragenden Gesellschaft, die durch die Verschmelzung untergehen.

12.4. Das im luxemburgischen Handels- und Gesellschaftsregister eingetragene Stammkapital der Übernehmenden Gesellschaft beträgt € 12.500.

Zu dem Zeitpunkt, an dem das Vermögen der Übertragenden Gesellschaft zivilrechtlich auf die Übernehmende Gesellschaft übergehen wird, wird das eingetragene Stammkapital der Übernehmenden Gesellschaft € 35.000 betragen, aufgrund der Kapitalerhöhung durch Sacheinlage (Punkt 2.) durch die Alleingesellschafterin.

12.5. Es wird festgehalten, dass daher das eingetragene Stammkapital (selbst ohne gebundene Rücklagen) der Übernehmenden Gesellschaft zum Zeitpunkt der Wirksamkeit der Verschmelzung gleich hoch ist wie das Stammkapital der Übertragenden Gesellschaft (€ 35.000). Die Übertragende Gesellschaft hat keine gebundenen Rücklagen.

12.6. Die Übernehmende Gesellschaft wird nach der Verschmelzung mit der Übertragenden Gesellschaft nicht überschuldet und finanziell in der Lage sein, ihre nach Verschmelzung bestehenden Verbindlichkeiten (einschließlich jener der Übertragenden Gesellschaft) vollständig zu erfüllen oder sicherzustellen.

### **13. Regelungen für die Ausübung von Gläubigerrechten (article 262 (2) (c) of the 1915 Law).**

13.1. Gemäß Artikel 268 des 1915er Gesetzes können Gläubiger der Übernehmenden Gesellschaft, welche Forderungen vor dem Tag der Veröffentlichung der Dokumente der Verschmelzung haben, unbeschadet einer anderen Vereinbarung, innerhalb von zwei Monaten ab dieser Veröffentlichung bei dem Richter, welcher beim Tribunal d'Aron-dissement bezüglich handelsrechtliche Angelegenheiten des Bezirks in dem der Schuldner seinen Sitz hat, den Vorsitz führt, eine angemessene Sicherheit für fällige oder nicht fällige Verbindlichkeiten verlangen, wenn sie glaubhaft machen können, dass durch die Verschmelzung die Befriedigung ihrer Forderungen gefährdet ist und keine Sicherheiten von der Gesellschaft bestellt wurden. Der Vorsitzende des Gerichts muss den Antrag zurückweisen, wenn der Gläubiger bereits in Besitz von angemessenen Sicherheiten ist oder wenn solche Sicherheiten nicht notwendig sind, im Hinblick auf die Vermögensgegenstände und Verbindlichkeiten der Gesellschaft nach der Verschmelzung. Der Schuldner kann dem Antrag den Erfolg verwehren, wenn er den Gläubiger befriedigt, selbst wenn es sich um eine Dauerverbindlichkeit handelt. Wenn die Sicherheiten nicht gemäß der Frist zur Verfügung gestellt werden wird die Schuld sofort fällig.

Die Gläubiger haben zu allen erforderlichen Informationen am Sitz der Übernehmenden Gesellschaft, 15, rue Edward Steichen, L-2540 Luxembourg, und am Sitz der Übertragenden Gesellschaft, Wagramer Straße 17-19, 1220 Wien, Österreich, Zugang bezüglich aller Gegebenheiten zur Ausübung ihrer Rechte wie oben beschrieben.

13.2. Gemäß § 13 (ö)EU-VerschG sind die Gläubiger der Aabar Europe Holdings GmbH berechtigt - wenn sie sich binnen zwei Monaten nach dem Tag, an dem der Verschmelzungsplan im Sinne von Artikel 6 der Richtlinie, § 8 (ö)EU-VerschG und § 221a (ö)AktG bekannt gemacht worden ist, schriftlich zu diesem Zweck melden - für bis dahin entstehende Forderungen Sicherheit zu verlangen, soweit sie nicht Befriedigung verlangen können.

Gemäß § 226 (ö)AktG ist den Gläubigern der beteiligten Gesellschaften, wenn sie sich binnen sechs Monaten nach der Veröffentlichung der Eintragung der Verschmelzung zu diesem Zwecke melden, Sicherheit zu leisten, soweit sie nicht Befriedigung verlangen können.

Gemäß § 13 (ö)EU-VerschG und § 226 (ö)AktG stehen diese Rechte den Gläubigern jedoch nur zu, wenn sie glaubhaft machen, dass durch die Verschmelzung die Erfüllung ihrer Forderung gefährdet wird. Weiters steht das Recht, Sicherheitsleistung zu verlangen, solchen Gläubigern nicht zu, die im Fall der Insolvenz ein Recht auf vorzugsweise Befriedigung aus einer nach gesetzlicher Vorschrift zu ihrem Schutz errichteten und behördlich überwachten Deckungsmasse haben.

Gemäß § 8 Abs 3 (ö)EU-VerschG sind die Gläubiger der Aabar Europe Holdings GmbH berechtigt, über ihr Verlangen unverzüglich und kostenlos folgende Unterlagen zu erhalten:

- Verschmelzungsplan;
- Schlussbilanz (wenn und sobald diese erstellt ist);
- die Jahresabschlüsse der Aabar Europe Holdings GmbH für die letzten drei Geschäftsjahre;
- die Jahresabschlüsse der Aabar Trading S. à r. l. für die letzten drei Geschäftsjahre;
- Verschmelzungsbericht der Geschäftsführung der Aabar Europe Holdings GmbH.

Der Haftungsfond der Gläubiger der Aabar Europe Holdings GmbH wird nicht geschmälert, sondern im rechtlichen Sinn nur auf einen anderen Rechtsträger, nämlich die Übernehmende Gesellschaft, übertragen. Die Übertragende Gesellschaft und die Übernehmende Gesellschaft verfügen jeweils über positive Eigenkapitalien und einen positiven Verkehrswert. Die Übernehmende Gesellschaft wird nach der Verschmelzung mit der Übertragenden Gesellschaft nicht überschuldet sein und in der Lage sein, ihre nach der Verschmelzung bestehenden Verbindlichkeiten (einschließlich jener der übertragenden Gesellschaft) vollständig zu erfüllen und sicher zuzustellen.

#### **14. Stichtag der Jahresabschlüsse, die zur Festlegung des Inhalts des Verschmelzungsplans verwendet werden (Artikel 5 lit (I) der Richtlinie, § 5 Abs 2 Z 12 ÖEU-VerschG und Artikel 261 (4) e) des 1915er Gesetzes).**

14.1. Übernehmende Gesellschaft: Der Stichtag des Jahresabschlusses der Übernehmenden Gesellschaft, in der die durch die Verschmelzung übertragenen Vermögensgegenstände und Verbindlichkeiten erstmals abgebildet werden, ist der 31. Dezember 2013. Die Finanzpositionen der Übertragenden Gesellschaft werden vom 16. April 2013 an bei der Übernehmenden Gesellschaft gebucht.

14.2. Übertragende Gesellschaft: Der Stichtag der Schlussbilanz der Übertragenden Gesellschaft ist der 15. April 2013. Der letzte reguläre Jahresabschluss wurde zum 31. Dezember 2012 aufgestellt und bezieht sich auf das Wirtschaftsjahr, welches am 31. Dezember 2012 geendet hat.

**15. Kein Barabfindungsangebot für widersprechende Gesellschafter (§ 5 Abs 4 öEU-VerschG).** Da sich alle Anteile an der Übertragenden Gesellschaft in der Hand eines einzigen Gesellschafters befinden, muss nach Österreichischem Recht ein Barabfindungsangebot für die der Verschmelzung widersprechenden Gesellschafter der Übertragenden Gesellschaft gemäß § 5 Abs 4, zweiter Satz ÖEU-VerschG nicht gewährt werden und wird daher nicht gewährt.

**16. Zustimmung durch die Gesellschafterversammlung der Übertragenden Gesellschaft und der Übernehmenden Gesellschaft.** Dieser Verschmelzungsplan bedarf zu seiner Wirksamkeit der Zustimmung der Generalversammlung der Übertragenden Gesellschaft sowie der Gesellschafterversammlung der Übernehmenden Gesellschaft.

#### **17. Anwendung des österreichischen Umgründungssteuergesetzes.**

17.1. Die Verschmelzung wird abgabenrechtlich als Verschmelzung gemäß den Vorschriften des Artikel I öUmgründungssteuergesetz durchgeführt. Die Begünstigungen des Umgründungssteuergesetzes finden Anwendung.

Es wird ausdrücklich festgehalten, dass die Republik Österreich im Zuge der grenzüberschreitenden Verschmelzung ihre Rechte auf Besteuerung der stillen Reserven (einschließlich eines Firmenwertes) verliert.

Gemäß § 1 Abs 2 Satz 2 öUmgründungssteuergesetz wird ein Antrag in der letzten Steuererklärung der übertragenden Gesellschaft gestellt, die entsprechende Steuerschuld vorerst nicht festzusetzen.

17.2. Für Zwecke der Verschmelzung wird die steuerrechtliche Bilanz zum 15. April 2013 die übertragenen Passiva und Aktiva zu österreichischen Buchwerten ausweisen.

17.3. Der Verschmelzungstichtag, 15. April 2013, ist auch der Verschmelzungstichtag im Sinne des § 2 Absatz 5 öUmgründungssteuergesetz.

17.4. Die Übertragende Gesellschaft besitzt keine Grundstücke im Sinne des (Ö)Grunderwerbsteuergesetzes, sodass die gegenständliche Verschmelzung keine österreichische Grunderwerbsteuer auslöst.

17.5. Die Verschmelzung unterliegt keiner Umsatzsteuer und es fallen auch keine Kapitalverkehrssteuern und Gebühren an, da die Übertragende Gesellschaft am Verschmelzungstichtag länger als zwei Jahre existiert.

17.6. Diesem Verschmelzungsplan ist als Beilage/ B der Umgründungsplan gemäß § 39 UmgrStG angeschlossen, auf welchen hiernit ausdrücklich Bezug genommen wird.

**18. Abgaben und Kosten.** Alle mit dieser Verschmelzung sowie der Errichtung und Durchführung dieses Verschmelzungsplans verbundenen Kosten und allenfalls anfallende Verkehrssteuern und Gebühren trägt die Übernehmende Gesellschaft.

**19. Salvatorische Klausel.** Sollten einzelne Bestimmungen dieses Verschmelzungsplans nicht rechtswirksam sein oder rechtsunwirksam werden, so wird hierdurch die Gültigkeit der übrigen Bestimmungen des Verschmelzungsplans nicht berührt.

**20. Sonstiges.**

20.1. Festgehalten wird, dass weder bei der Übertragenden Gesellschaft noch bei der Übernehmenden Gesellschaft ein Aufsichtsrat oder Betriebsrat besteht.

20.2. Um die österreichischen gesetzlichen Erfordernisse zu erfüllen, muss dieser Verschmelzungsplan in der Form eines Notariatsaktes aufgestellt werden (§ 5 Abs 5 öEU-VerschG).

20.3. Die deutsche Fassung dieses Verschmelzungsplans ist die ausschließlich rechtsverbindliche. Im Falle von Widersprüchen zwischen dem deutschen Text und dem englischen Text, geht der deutsche Text vor.

COMMON DRAFT TERMS OF CROSS-BORDER MERGER

between

Aabar Trading S. à r. l.  
15, Rue Edward Steichen  
L-2540 Luxemburg B 169173

and

Aabar Europe Holdings GmbH  
Wagramer Straße 17-19  
1220 Vienna, Austria  
FN 309218 h

on 04 October 2013

in Vienna

Pursuant to §5 of the Austrian EU-Merger Act and article 261 of the Luxembourg law of 10 August 1915 on commercial companies

within the meaning of Article 5 of the Directive 2005/56/EC  
(hereinafter the "Merger Plan")

*Preamble*

Aabar Trading S. à r. l. is a limited liability company (société à responsabilité limitée), incorporated and existing under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, having its registered office at 15, Rue Edward Steichen, L-2540 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg and registered with the Luxembourg Register of Commerce and Companies under number: B 169173 (hereinafter also referred to as the "Acquiring Company").

Aabar Europe Holdings GmbH is a limited liability company (Gesellschaft mit beschränkter Haftung) incorporated under the laws of Austria, with registered office in Vienna, Austria, and with business address Wagramer Straße 17-19, 1220 Vienna, Austria, registered with the Austrian Companies' Register of the Commercial Court Vienna under registration number FN 309218 h (hereinafter also referred to as the "Transferring Company").

The Transferring Company and the Acquiring Company are hereinafter jointly also referred to as the "Merging Companies".

The sole shareholder of the Acquiring Company is Aabar Holdings S. à r. l., a company incorporated and existing under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, having its registered office at 15, Rue Edward Steichen, L-2540 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg and registered with the Luxembourg Register of Commerce and Companies under number B 157199 (hereinafter also referred to as "Aabar Holdings"). The sole shareholder of the Transferring Company is aabar Investments PJS, a company incorporated and existing under the laws of Abu Dhabi, with its seat in Abu Dhabi, United Arab Emirates.

The Acquiring Company and the Transferring Company contemplate to implement a cross-border merger as defined in the Directive 2005/56/EC of the European Parliament and of the Council of 26 October 2005 on cross-border mergers of limited liability companies (hereinafter referred to as the "Directive") and pursuant to the Austrian EU-Merger Act (EU-Verschmelzungsgesetz, hereinafter referred to as "EU Merger Act"), and the Luxembourg law of 10 August 1915 on commercial companies (herein referred to as the "1915 Law").

This cross-border merger is part of an extensive restructuring of the Aabar Group and the IPIC Group in Austria. Before effectiveness of this cross-border merger the Transferring Company will acquire the entire assets of Aabar Automotives GmbH (registered seat in Vienna, registration number FN 309208 v) as well as of Aabar Falcon Holding GmbH (registered seat in Vienna, registration number FN 302178 f) as acquiring company by means of separate (domestic) mergers by absorption pursuant to § 96 (2) Austrian GmbHG in connection with § 219 (1) (1) Austrian Stock Corporations Act.

Against this background the Acquiring Company and the Transferring Company draw up together this Merger Plan.

**Agreement on the transfer of assets by way of cross-border merger by absorption.** The Merging Companies agree and undertake that the Acquiring Company shall enter into a cross-border merger with the Transferring Company according to the Directive, the provisions of the EU-Merger Act and the provisions of the 1915 Law, as a result of which the Acquiring Company shall by operation of law through universal succession acquire the assets and liabilities of the Transferring Company and the Transferring Company shall cease to exist without going into liquidation.

The Merging Companies undertake to perform any legal actions and measures at home and abroad, which may — in addition to this Merger Plan - be necessary or purposeful for the proper transfer of the Transferring Company's assets to the Acquiring Company.

**Particulars regarding the Merging Companies (Article 5 point (a) of the Directive, §5(2)(1) of the EU-Merger Act and article 261 (2) a) of the 1915 Law).** Aabar Trading S. a r. l. and Aabar Europe Holdings GmbH are the companies participating in the merger; Aabar Trading S. à r. l. is the acquiring, surviving company. Both companies have the forms, names and registered offices as set out here before in the Preamble.

**Granting of new shares and no cash payment (exchange ratio) (Article 5 point (b) of the Directive, §5(2)(2) of the EU-Merger Act and article 261 point (2) b) of the 1915 Law).** All the assets and liabilities of the Transferring Company will be contributed to the Acquiring Company in exchange for shares in the Acquiring Company. The amount of the market value of the net assets contributed by the Transferring Company, which the parties estimate on the day of the Merger Plan, will be at least an amount of EUR 22,500 (twenty two thousand five hundred Euros).

An accounting statement as of 15 April 2013 has been drawn up for the Merging Companies. Based on these figures, the share capital of the Acquiring Company shall be increased by an amount of EUR 22,500 (twenty two thousand five hundred Euros) through the issuance of 900 additional shares with a nominal value of EUR 25 (twenty-five Euros) each, to be subscribed by the sole shareholder of the Transferring Company. In the hypothesis the amount of the net assets contributed is higher than EUR 22,500 (twenty two thousand five hundred Euros), the additional value shall be allocated to the share premium account or other reserve account.

The sole shareholder in the Transferring Company shall receive in exchange of its share (Geschäftsanteil) a number of shares in the Acquiring Company equal to the share it holds in the Transferring Company multiplied by the exchange ratio. Based on the figures currently available, the exchange ratio will be 900 shares of the Acquiring Company in exchange for one share of the Transferring Company, representing share capital in the Transferring Company in the amount of EUR 35,000.

The new shares to be issued by the Acquiring Company shall in all respects have the same rights as those the Acquiring Company already issued, in particular as to their voting rights and as to their entitlement to benefits.

As a result of the Merger, the sole shareholder of the Transferring Company will be registered in the shareholders' register of the Acquiring Company for the number of shares it will receive due to the merger.

An issuance of securities or additional cash payments does not take place between the merging companies.

**Particulars on the granting of shares (Article 5 point (c) of the Directive, §5(2)(3) of the EU-Merger Act and article 261 point (2) c) of the 1915 Law).** The capital increase and the issue of the new shares to the sole shareholder of the Transferring Company shall be effective as of the date of the general meeting of shareholders of the Acquiring Company approving the merger.

The sole shareholder of the Transferring Company shall become the owner of the new shares as of the same date.

**Statement in relation to likely repercussions of the cross-border merger on employment (Article 5 point (d) of the Directive, §5(2)(4) of the EU-Merger Act and article 261 point (4) b) of the 1915 Law).** The Transferring Company does not, at the time at which this merger takes legal effect, have any employees.

Even if the Transferring Company had employees at the point in time at which the merger takes legal effect, upon the merger taking legal effect, the employees' employment relationship with the Transferring Company would be automatically transferred by operation of law to the Acquiring Company; apart from this change of employer, the content of the employees' employment relationship with the Transferring Company would remain unchanged.

The Acquiring Company does not, at the time at which this merger takes legal effect, have any employees.

Even if the Acquiring Company had employees at the point in time at which the merger takes legal effect, the merger would not have any consequences on the employees of the Acquiring Company.

**The date from which the holding of new shares will entitle the holders to share in profits (Article 5 point (e) of the Directive, §5(2)(5) of the EU-Merger Act and article 261 point (2) d) of the 1915 Law).** The new shares are entitled to profits starting from 15 April 2013.

**Consolidation of the bookkeeping; date (merger date) as of which the transactions by the Transferring Company are to be deemed, for accounting purposes, to have been entered into on behalf of the Acquiring Company (Article 5 point (1) of the Directive, §5(2X6) of the EU-Merger Act and article 261 point (2) e) of the 1915 Law).** The date of the merger - i.e. such date from which the transactions of the Transferring Company shall be deemed - for taxation and accounting purposes and between the Acquiring Company and the Transferring Company - as having been carried out on behalf of the Acquiring Company is agreed to be 15 April 2013 (24 hours, close of the day).

The Transferring Company draws up in accordance with Section 220 paragraph 3 Austrian Stock Corporation Act (Aktengesetz) in conjunction with Section 3 paragraph 2 EU-Merger Act a closing balance sheet (Closing Balance Sheet) at 15 April 2013.

The Acquiring Company, in accordance with article 267 point (1) b) and c) of the 1915 Law makes available to its shareholder its annual accounts and annual reports for the last three financial years, and draws up and makes available to its shareholder an accounting statement preceding the date of this Merger Plan by not more than three months.

As from the close of 15 April 2013 (16 April 2013, 0:00 hours), any benefits and burdens of the transferred assets shall therefore inure to the Acquiring Company.

In accordance with article 273ter of the 1915 Law, the merger shall take effect and shall be effective against third parties from the date of the publication of the minutes of the general meeting of the Acquiring Company which decides on the merger in the Luxembourg National Gazette (Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations).

**Special rights are not conferred (Article 5 point (g) of the Directive, §5(2)(7) of the EU-Merger Act and article 261 point (2) f) of the 1915 Law).** In relation to both the Acquiring Company and the Transferring Company, there are no persons or entities who have any special rights within the meaning of Article 5 point (g) of the Directive, Section 5 paragraph 2 sub-paragraph 7 of the EU-Merger Act and article 261 point (2) f) of the 1915 Law. Measures for the bearers of such special rights are therefore not required.

**No granting of benefits or special advantages (Article 5 (h) of the Directive, §5(2)(8) of the EU-Merger Act and article 261 (2) g) of the 1915 Law).** No benefits and special advantages will be granted to the managing directors of one of the Merging Companies or any other person involved in the merger, in particular not to members of the administrative, management, supervisory or controlling organs or to the auditors of the annual accounts or any other auditor of the Merging Companies.

**Articles of the Acquiring Company (Article 5 (i) of the Directive, §5(2)(9) of the EU-Merger Act and article 261 (4) a) of the 1915 Law).** This merger is a merger by absorption upon which no new company is established. The current articles of association of the Acquiring Company are attached hereto as Annex./A.

These articles of association shall not be changed in the course of the merger, subject to such adjustment of the share capital, the capital increase (issuance of new shares) as necessary to reflect the universal transfer of the assets and liabilities of the Transferring Company.

**An account of the procedures for the determination of the detailed rules on the participation of employees in the formulation of the employees' rights (Article 5 (j) of the Directive, §5(2)(10) of the EU-Merger Act and article 261 (4) c) of the 1915 Law).** Within the Transferring Company, no system of employee participation (within the meaning of the Directive) is in place. Further, at the point in time when this merger takes legal effect, the Transferring Company does not have any employees.

Within the Acquiring Company, no system of employee participation (within the meaning of the Directive) is in place. Further, at the point in time when this merger takes legal effect, the Acquiring Company does not have any employees. No employees shall be transferred to the Acquiring Company in the course of the merger.

Against this background, further statements to this point are therefore not required.

**An account of the assets, liabilities and equity of the merging companies and of the circumstances relevant to their valuation, the intended effect of the merger on the balance sheet of the Acquiring Company as well as of the accounting treatments to be applied in the merger (Article 5 point (k) of the Directive, §5(2)(11) of the EU-Merger Act and article 261 point (4) d) of the 1915 Law).** The assets, liabilities and equity of the Transferring Company are to be shown in the Closing Balance Sheet.

The balance sheet items of the Transferring Company shall be entered to the balance sheet of the Acquiring Company applying the following accounting methods:

In the bookkeeping of the Acquiring Company, the merger shall be accomplished by a book-value rollover.

Book values set forth in the Closing Balance Sheet at 15. April 2013 of the Transferring Company shall be used as valuation for the transferred assets as well as for transferred equity and liabilities.

Items of the assets in the Closing Balance Sheet of the Transferring Company shall be entered into the items of the assets in the balance sheet of the Luxembourg Acquiring Company in accordance with the Luxembourg Accounting Law.

Items of creditors recorded in the equity and liabilities in the Closing Balance Sheet of the Transferring Company shall be entered into appropriate items of creditors of the Acquiring Company except for items that are receivables of the Acquiring Company from the Transferring Company; these receivables will extinguish in the merger.

The share capital of the Acquiring Company as registered in the Luxembourg Register of Commerce and Companies amounts to € 12,500.

At the time when the Transferring Company's assets are transferred to the Acquiring company in terms of civil law, the Acquiring Company's registered share capital will amount to € 35,000 pursuant to an increase in the share capital by a contribution in kind (Point 2) from the sole shareholder.

It is put to record that hence, the registered share capital of the Acquiring Company (not even including the designated reserves) will be as high as the nominal capital (€ 35,000) of the Transferring Company. The Transferring Company does not have any designated reserves.

After the cross-border merger with the Transferring Company, the Acquiring Company will not be over-indebted and will be in a financial position to fully meet or secure its obligations existing after the cross-border merger (including those of the Transferring Company).

**The arrangements made for the exercise of the rights of creditors (article 262 (2) (c) of the 1915 Law).** Pursuant to article 268 of the 1915 Law, creditors of the Acquiring Company, whose claims predate the date of publication of the deeds recording the merger may, notwithstanding any agreement to the contrary, apply within two months of that publication to the judge presiding the chamber of the Tribunal d'Arrondissement dealing with commercial matters in the district in which the registered office of the debtor company is located and sitting as in urgency matters, to obtain adequate safeguard of collateral for any matured or unmatured debts, where they can credibly demonstrate that due to the merger the satisfaction of their claims is at stake and that no safeguards have been obtained from the company. The president of the court shall reject the application if the creditor is already in possession of adequate safeguards or if such safeguards are unnecessary, having regard to the assets and liabilities of the company after the merger. The debtor company may cause the application to be turned down by paying the creditor, even if it is a term debt. If the safeguards are not provided within the limit prescribed the debt shall immediately fall due.

The creditors can have access to all the relevant information regarding the arrangements for the exercise of their rights as detailed above at the registered office of the Acquiring Company, being 15, rue Edward Steichen, L-2540 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg for the Acquiring Company and Wagramer Straße 17-19, 1220 Vienna, Austria for the Transferring Company.

Pursuant to Section 13 Austrian EU-Merger Act creditors of Aabar Europe Holdings GmbH are entitled to request security for their claims inasmuch as they cannot demand satisfaction, provided that they give written notice to this effect within two months following the date of the publication (in the meaning of Section 6 of the Directive, Section 8 Austrian EU-Merger Act and Section 221a Austrian Stock Corporation Act) of the Merger Plan.

Pursuant to Section 226 Austrian Stock Corporation Act, security shall be given to creditors of the participating companies for their claims inasmuch as they cannot demand satisfaction, provided that they give written notice to this effect within six months following the publication of the registration of the Merger.

Creditors shall, however, be entitled to these rights pursuant to Section 13 Austrian EU-Merger Act and Section 226 Austrian Stock Corporation Act only if they can submit credible evidence that the fulfillment of their claims will be threatened by the Merger. Further, creditors who, in the case of bankruptcy proceedings, have the right to preferential satisfaction from a covering fund established by law for their protection and supervised by the public authorities, shall not have the right to demand such security.

Pursuant to Section 8 paragraph 3 Austrian EU-Merger Act creditors of Aabar Europe Holdings GmbH are entitled to receive free of costs and without delay the following documents:

- Merger Plan;
- Closing Balance Sheet (if and as soon as it was prepared);
- the annual financial statements of Aabar Europe Holdings GmbH for the preceding three business years;
- the annual financial statements of Aabar Trading S. à r. l. for the preceding three business years;
- Merger Report of the management of Aabar Europe Holdings GmbH.

The funds of Aabar Europe Holdings GmbH available for its creditors are not reduced but in legal terms only transferred to another legal entity, being the Acquiring Company. The Transferring Company and the Acquiring Company have each a positive equity and a positive fair market value. After the merger the Acquiring Company will not be over-indebted and will be able to fully satisfy and secure its obligations, which exist after the merger (including those of the Transferring Company).

**The due date of the accounts used for the preparation of the contents of this Merger Plan (Article 5 point (l) of the Directive, §5(2)(12) of the EU-Merger Act and article 261 point (4) e) of the 1915 Law).** Acquiring Company: The date of the Acquiring Company's annual financial statements which for the first time will show the assets and liabilities transferred through the merger will be 31 December 2013. The financial data of the Transferring Company shall be accounted for from 16 April 2013 in the annual accounts of the Acquiring Company.

Transferring Company: The date of the Transferring Company's Closing Balance Sheet shall be 15 April 2013. The last regular annual financial statements were prepared at 31 December 2012 and relate to the financial year which ended on 31 December 2012.

**No cash compensation offer for shareholders objecting the merger (§5(4) of the EU-Merger Act).** As all shares in the Transferring Company are in the hand of one shareholder, for the purposes of Austrian law, a cash compensation offer to shareholders of the Transferring Company objecting to the merger is not required to be granted pursuant to Section 5 paragraph 4, second sentence, of the EU-Merger Act, and is therefore not granted.

**Approval by the shareholders' meeting of the Transferring Company and of the Acquiring Company.** This Merger Plan is subject to an approval by the shareholder meeting of the Transferring Company and the Acquiring Company.

**Applicability of Austrian Reorganization Tax Act (Umgründungssteuergesetz).** The merger is treated for Austrian tax purposes as a merger pursuant to Article I of the Austrian Reorganization Tax Act (Umgründungssteuergesetz). The benefits of the Austrian Reorganization Tax Act shall apply.

It is explicitly stated that the Republic of Austria does lose its taxation rights on hidden reserves (including a goodwill) in the course of the cross-border merger.

Pursuant to §1(2) 2<sup>nd</sup> sentence of the Austrian Reorganization Tax Act (Umgründungssteuer-gesetz), an application will be filed in connection with the last tax declaration of the Transferring Company in order to suspend payment of the respective tax liability.

For the merger the Tax Balance Sheet at 15 April 2013 should reflect the transferred assets and liabilities at Austrian tax book values.

The effective date of the merger in the meaning of Section 2 paragraph 5 Austrian Reorganization Tax Act (Umgründungssteuergesetz) is 15 April 2013.

The Transferring Company does not own any real estate in the meaning of the Austrian Real Estate Transfer Tax Act (Grunderwerbsteuergesetz). Therefore, this merger does not trigger any Austrian real estate transfer tax.

The merger is not taxable for VAT purposes and not subject to capital duty or stamp duty, since the Transferring Company is existent for more than two years on the effective merger date.

Attached to this Merger Plan as Annex./ B is the Restructuring Plan (Umgründungsplan) pursuant to Section 39 of the Austrian Reorganization Tax Act (Umgründungssteuergesetz), to which it is hereby referred to.

**Taxes and Costs.** Any costs connected to this cross-border merger and the setting-up and implementation of this Merger Plan as well as accruing transaction tax and any other duties (if any) shall be borne by the Acquiring Company.

**Severability.** Should any provision of this Merger Plan be legally ineffective or become invalid as a result of any statutory provisions, this shall not affect the validity of the remaining provisions of this Merger Proposal.

**Miscellaneous.** It is put to record that neither of the Transferring Company or the Acquiring Company have a Supervisory Board or a works council.

In order to comply with Austrian legal requirements, this Merger Plan needs to be made in the form of an Austrian notarial deed (Section 5 paragraph 5 of the EU-Merger Act).

The German version of the Merger Plan is the binding version. In case of discrepancies between the German text and the English text, the German text shall prevail.

(Unterschriften auf der nächsten Seite)  
(signatures on next page)

Aabar Europe Holdings GmbH / Aabar Trading S. à r. l.  
Dr. Christian Wimpissinger / M.Mag. Gottfried Gassner  
*By virtue of the attached power of attorney / By virtue of the attached power of attorney*

In the year two thousand and twelve, on the tenth day of May.

Before Us Maître Francis KESSELER, notary, residing in Esch/Alzette

There appeared:

Aabar Holdings S.à r.l., a company organized under the laws of Luxembourg, having its registered office at 15, Edward Steichen Street, L-2540 Luxembourg, and registered with the Trade and Companies Register of Luxembourg under number B 157.199, here represented by Mrs Jennifer LIMA, private employee, residing in Luxembourg, by virtue of a proxy given under private seal.

The said proxy, signed ne varietur by the proxyholder of the person appearing and the undersigned notary, will remain attached to the present deed to be filed with the registration authorities.

Such appearing parties, represented as stated here above, have requested the undersigned notary to state as follows the articles of incorporation of a private limited liability company (société à responsabilité limitée):

**Art. 1. Corporate form.** There is hereby established a limited liability company (société à responsabilité limitée) which will be governed by the laws in force and by the present articles of association.

**Art. 2. Denomination.** The company's name is Aabar Trading S.à r.l. (the "Company").

**Art. 3. Corporate object.** The object of the Company is the taking of participating interests, in whatsoever form, in other Luxembourg or foreign companies, and the management, control and development of such participating interests.

The Company may by way of contribution, subscription, option, sale or by any other way, acquire movables of all kinds and may realize them by way of sale, exchange, transfer or otherwise. The Company may also acquire and manage all patents and other rights deriving from these patents or complementary thereto.

The Company may grant loans, advances and guarantees to the affiliated companies and to any other companies in which it takes some direct or indirect interest.

The Company may moreover carry out any commercial, industrial or financial operations, in respect of either moveable or immovable property, that it may deem of use in the accomplishment of its object

**Art. 4. Registered office.** The registered office of the Company is established in Luxembourg-City:

It may be transferred to any other place of the Grand Duchy of Luxembourg by decision of the shareholders.

If extraordinary events of a political or economic nature which might jeopardize the normal activity at the registered office or the easy communication of this registered office with foreign countries occur or are imminent, the registered office may be transferred abroad provisionally until the complete cessation of these abnormal circumstances. Such decision will have no effect on the Company's nationality. The declaration of the transfer of the registered office will be made and brought to the attention of third parties by the organ of the Company which is best situated for this purpose under the given circumstances.

**Art. 5. Duration.**

**Art. 5.** The Company is established for an unlimited period of time.

**Art. 6. Share capital.** The share capital of the Company is set at twelve thousand five hundred Euro (EUR 12,500.-), represented by five hundred (500) shares of twenty-five Euro (EUR 25.-) each.

**Art. 7. Transfer of shares.** The shares in the Company may be transferred freely between the shareholders. They may not be transferred inter vivos to persons other than the shareholders, unless all the shareholders so agree.

**Art. 8. Dissolution.** The Company shall not be dissolved by death, prohibition, bankruptcy or insolvency of a shareholder.

The personal creditors, beneficiaries or heirs of a shareholder may not, for any reason whatsoever, have seals placed on the assets and documents belonging to the Company.

**Art. 9. Management.** The Company shall be administered by one or more managers, who need not necessarily be shareholders, appointed by the meeting of shareholders, which may revoke them at any time.

If several managers have been appointed, they will constitute a board of managers (the "Board of Managers"). In such event, each manager shall be designated as a class A manager or a class B manager.

Each manager is appointed for an unlimited period of time.

**Art. 10. Representation and Signatory power.** The Company shall be bound by the sole signature of its single manager, and, in case of plurality of managers, by the joint signature of one (1) class A manager and of one (1) class B manager for matters exceeding five thousand Euro (EUR 5,000.-) and by the joint signature of two (2) class A managers for matters not exceeding five thousand Euro (EUR 5,000.-)

The Board of Managers may delegate part of its power for specific tasks to one or several ad hoc agents (either member of the Board of Managers or not) and may revoke such appointments at any time.

The Board of Managers will determine the agent(s)' responsibilities and his/their remuneration (if any), the duration of the period of representation and any other relevant conditions of his/their agency.

**Art. 11. Liability of managers.** The manager(s) shall not contract any personal obligation in respect of the commitments properly undertaken by him/them in the name of the Company by virtue of his/their function.

**Art. 12. Procedures.** The meetings of the Board of Managers of the Company will take place in Luxembourg.

In case of plurality of managers, the decisions of the managers are taken by meeting of the Board of Managers.

The Board of Managers can deliberate or act validly only if at least a majority of the managers is present or represented at the meeting of the Board of Managers, and if at least one (1) class A manager and one (1) class B manager are present or represented.

The managers may participate in a Board of Managers' meeting by phone, videoconference, or any other suitable telecommunication means allowing all persons participating in the meeting to hear each other at the same time.

Such participation in a meeting is deemed equivalent to participation in person at a meeting of the managers.

Any manager may act at any meeting of the Board of Managers by appointing in writing, by fax or by telegram another manager as his proxy.

Resolutions in writing approved and signed by all managers shall have the same effect as resolutions passed at a Board of Managers' meeting.

In such cases, resolutions or decisions shall be expressly taken, either formulated by written circular, transmitted by ordinary mail, electronic mail or telecopier, or by phone, teleconferencing or any other suitable telecommunication means.

**Art. 13. General shareholders' meeting.** The collective resolutions are validly taken only if they are adopted by shareholders representing more than half of the Company's corporate capital. Nevertheless, decisions amending the articles

of association can be taken only by the majority of the shareholders representing three-quarters of the Company's corporate capital.

**Art. 14. Fiscal year.** The Company's financial year shall commence on the first day of January and end on the thirty-first day of December each year.

**Art. 15. Annual accounts.** Each year, on the thirty-first of December, the accounts shall be closed and the management shall draw up an inventory indicating the value of the Company's assets and liabilities.

Each shareholder may inspect the annual accounts at the registered office of the Company during the fifteen days preceding their approval.

**Art. 16. Distribution of profits.** The credit balance of the profit and loss account, after deduction of the general expenses, the social charges, the amortizations and the provisions represents the net profit of the Company. Each year five percent (5%) of the net profit will be deducted and appropriated to the legal reserve. These deductions and appropriations will cease to be compulsory when the reserve amounts to ten percent (10%) of the Company's corporate capital, but they will be resumed until the complete reconstitution of the reserve, if at a given moment and for whatever reason the latter has been touched. The balance is at the shareholders' free disposal.

The managers may at all times during the financial year, resolve to distribute interim dividends, in compliance with the legal provisions.

**Art. 17. Dissolution Liquidation.** When the Company is wound up, it shall be liquidated by one or more liquidators, who need not necessarily be shareholders, appointed by the shareholders, who shall determine their powers and emoluments.

**Art. 18. Reference to the law.** For all matters not covered by the present memorandum and Articles of Incorporation, the shareholders shall refer to and abide by the legal provisions.

#### *Transitory provisions*

The first accounting year shall begin on the date of the incorporation of the Company and shall terminate on 31<sup>st</sup> December 2012.

#### *Subscription - Payment*

The capital has been subscribed as follows:

Shares

Aabar Holdings S.à r.l. . . . .	12,500
Total: . . . . .	12,500

All these Shares have been fully paid up, so that the sum of twelve thousand five hundred Euro (EUR 12,500.-) corresponding to a share capital of twelve thousand five hundred Euro (EUR 12,500.-) is forthwith at the free disposal of the Company, as has been proved to the notary.

#### *Estimate of costs*

The costs, expenses, fees and charges, in whatsoever form, which are to be borne by the Company or which shall be charged to it in connection with its incorporation, have been estimated at about one thousand four hundred euro (€ 1,400.-).

#### *Extraordinary general shareholder's meeting*

Immediately after the incorporation of the Company, the above-named person, Aabar Holdings S.à r.l., representing the entirety of the subscribed capital and exercising the powers devolved to the meeting, passed the following resolutions:

1. Are appointed as managers of the Company for an undetermined period:

a. Mr. Ivo Hemelraad, lawyer, born on 12 October 1961, in Utrecht (the Netherlands) with professional address at 15, Edward Steichen Street, L-2540 Luxembourg, as class A manager of the Company, for an unlimited period of time, with immediate effect;

b. Mr. Wim Rits, lawyer, born on 14 June 1970, in Merksem (Belgium), with professional address at 15, rue Edward Steichen, L-2540 Luxembourg, as class A manager of the Company, for an unlimited period of time, with immediate effect;

c. Mr. Mohamed Badawy Al Husseiny, Chief Executive Officer, born in Lamu, Kenya, on 6 October 1962, residing professionally at Ministry of Energy Building, 12<sup>th</sup> Floor, Corniche Road, Abu Dhabi, United Arab Emirates, as class B manager of the Company, for an unlimited period of time, with immediate effect;

d. Mr. Alex Iapichino, General Counsel, born in Columbus, United States of America, on 30 June 1970, residing professionally at Ministry of Energy Building, 12<sup>th</sup> Floor, Corniche Road, Abu Dhabi, United Arab Emirates, as class B manager of the Company, for an unlimited period of time, with immediate effect;

2. The Company shall have its registered office at 15, Edward Steichen Street, L-2540 Luxembourg, (Grand Duchy of Luxembourg).

Whereof the present deed was drawn up in Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

The undersigned notary, who understands and speaks English, states herewith that on request of the above appearing party, the present deed is worded in English, followed by a French version. On request of the same appearing party and in case of divergences between the English and the French text, the English version shall prevail.

The document having been read to the person appearing, he signed together with the notary the present deed.

#### **Suit la traduction française du texte qui précède:**

L'an deux mille douze, le dix mai.

Par-devant Maître Francis KESSELER, notaire de résidence à Esch/Alzette

A comparu:

Aabar Holdings S.à r.l., une société organisée selon les lois du Luxembourg, ayant son siège social 15, rue Edward Steichen, L-2540 Luxembourg, et inscrite au registre du Commerce et des Sociétés du Luxembourg sous le numéro B 157.199, ici représentée par Madame Jennifer LIMA, employée privée, résidant à Luxembourg en vertu d'une procuration donnée sous seing privé.

Laquelle procuration restera, après avoir été signée et validée par le mandataire de la comparante et le notaire instrumentant, annexée aux présentes pour être formalisée avec elles.

Laquelle comparante, représentée comme indiqué ci-dessus, a requis le notaire instrumentant de dresser acte d'une société à responsabilité limitée dont elle a arrêté les statuts comme suit:

**Art. 1<sup>er</sup>. Forme sociale.** Il est formé par les présentes une société à responsabilité limitée qui sera régie par les lois en vigueur et par les présents statuts.

**Art. 2. Dénomination.** La société prend la dénomination de Aabar Trading S.à r.l.

**Art. 3. Objet social.** La société a pour objet la prise d'intérêts, sous quelque forme que ce soit, dans d'autres sociétés luxembourgeoises ou étrangères, ainsi que la gestion, le contrôle et la mise en valeur de ces participations.

Elle peut notamment acquérir par voie d'apport, de souscription, d'option, d'achat et de toute autre manière des valeurs mobilières de toutes espèces et les réaliser par voie de vente, cession, échange ou autrement. La société peut également acquérir et mettre en valeur tous brevets et autres droits se rattachant à ces brevets ou pouvant les compléter.

La société peut emprunter et accorder aux sociétés dans lesquelles elle participe ou auxquelles elle s'intéresse directement ou indirectement tous concours, prêts, avances ou garanties.

Elle pourra faire en outre toutes opérations commerciales, industrielles et financières, tant mobilières qu'immobilières qui peuvent lui paraître utiles dans l'accomplissement de son objet.

**Art. 4. Siège social.** Le siège social est établi à Luxembourg-Ville.

Il pourra être transféré en tout autre lieu du Grand-Duché de Luxembourg par décision des associés.

Au cas où des événements extraordinaires d'ordre politique ou économique de nature à compromettre l'activité normale au siège social ou la communication aisée de ce siège avec l'étranger se produiront ou seront imminents, le siège social pourra être transféré provisoirement à l'étranger jusqu'à cessation complète des circonstances anormales. Une telle décision n'aura aucun effet sur la nationalité de la société. La déclaration de transfert de siège sera faite et portée à la connaissance des tiers par l'organe de la société qui se trouvera le mieux placé à cet effet dans les circonstances données.

**Art. 5. Durée.** La société est constituée pour une durée indéterminée.

**Art. 6. Capital social.** Le capital social est fixé à douze mille cinq cents euros (EUR 12.500), représenté par cinq cents (500) parts sociales de vingt-cinq euros (EUR 25) chacune.

**Art. 7. Transfert de parts sociales.** Les parts sociales sont librement cessibles entre associés. Elles ne peuvent être cédées entre vifs à des non-associés qu'avec l'agrément de tous les associés.

**Art. 8. Dissolution.** La société n'est pas dissoute par le décès, l'interdiction, la faillite ou la déconfiture d'un associé.

Les créanciers personnels, ayants droit ou héritiers d'un associé ne pourront, pour quelque motif que ce soit, faire apposer des scellés sur les biens et documents de la société.

**Art. 9. Management.** La société est administrée par un ou plusieurs gérants, associés ou non, nommés et à tout moment révocables par l'assemblée des associés.

Si plusieurs gérants sont nommés, ils constitueront un conseil de gérance (le «Conseil de Gérance»). Dans ce cas, chaque gérant sera un gérant de classe A ou un gérant de classe B.

Chaque gérant est nommé pour une période indéterminée.

**Art. 10. Représentation et Signature autorisée.** En cas de gérant unique, la société est engagée par la signature individuelle de celui-ci, et, en cas de pluralité de gérants, par la signature conjointe d'un (1) gérant de classe A et d'un (1) gérant

de classe B pour les matières dont la valeur excède cinq mille Euros (EUR 5.000,-) et par la signature conjointe de deux (2) gérants de classe A pour les matières n'excédant pas cinq mille Euros (EUR 5.000,-).

Le Conseil de Gérance peut déléguer une partie de ses pouvoirs pour des tâches particulières à un ou plusieurs mandataires ad hoc (membres du Conseil de Gérance ou non) et peut révoquer de telles nominations à tout moment.

Le Conseil de Gérance déterminera la responsabilité du/des mandataire(s) et sa/leur rémunération (le cas échéant), la durée du mandat ainsi que toute autre modalité propre au mandat.

**Art. 11. Responsabilité des gérants.** Le ou les gérants ne contractent, en raison de leur fonction, aucune obligation personnelle relativement aux engagements régulièrement pris par lui/eux au nom de la société.

**Art. 12. Procédures.** Les réunions du Conseil de Gérance de la Société se dérouleront au Luxembourg.

En cas de pluralité de gérants, les décisions des gérants sont prises en réunions du conseil de gérance.

Le conseil de gérance ne peut délibérer et agir valablement que si au moins la majorité des gérants est présente ou représentée à la réunion du conseil de gérance, et au moins un (1) gérant de classe A et un (1) gérant de classe B sont présents ou représentés.

Tout gérant peut assister à une réunion du conseil de gérance s'il intervient par téléphone, vidéoconférence, ou tout autre moyen de télécommunication approprié et permettant à toutes les personnes participant à la réunion de communiquer à un même moment.

La participation à une réunion du conseil de gérance par de tels moyens est réputée équivalente à une participation en personne.

Tout gérant pourra se faire représenter aux réunions du Conseil de Gérance en désignant par écrit, par télécopieur ou par télégramme un autre gérant comme son mandataire.

Les résolutions écrites approuvées et signées par tous les gérants auront le même effet que les résolutions prises en conseil de gérance.

Dans ce cas, les résolutions ou décisions doivent être expressément prises, soit formulées par écrit par voie circulaire, par courrier ordinaire, électronique ou télécopie, soit par téléphone, téléconférence ou autre moyen de télécommunication approprié.

**Art. 13. Assemblée générale des associés.** Les décisions collectives ne sont valablement prises que pour autant qu'elles soient adoptées par les associés représentant plus de la moitié du capital social. Toutefois, les décisions ayant pour objet une modification des statuts ne pourront être prises qu'à la majorité des associés représentant les trois quarts du capital social.

**Art. 14. Exercice social.** L'année sociale commence le premier janvier et finit le trente et un décembre de chaque année.

**Art. 15. Comptes annuels.** Chaque année, au trente et un décembre, les comptes sont arrêtés et la gérance dresse un inventaire comprenant l'indication des valeurs actives et passives de la société.

Tout associé peut prendre au siège social de la société communication des comptes annuels pendant les quinze jours qui précéderont son approbation.

**Art. 16. Distribution des profits.** L'excédent favorable du compte des profits et pertes, après déduction des frais généraux, charges sociales, amortissements et provisions, constitue le bénéfice net de la société. Chaque année, cinq pour cent (5%) du bénéfice net seront prélevés et affectés à la réserve légale. Ces prélèvements et affectations cesseront d'être obligatoires lorsque la réserve aura atteint un dixième du capital social, mais devront être repris jusqu'à entière reconstitution, si à un moment donné et pour quelque cause que ce soit, le fonds de réserve se trouve entamé. Le solde est à la libre disposition des associés.

Les gérants peuvent, à tout moment pendant l'année fiscale, décider de distribuer des dividendes intermédiaires, en se conformant aux dispositions légales.

**Art. 17. Dissolution Liquidation.** Lors de la dissolution de la société, la liquidation sera faite par un ou plusieurs liquidateurs, associés ou non, nommés par les associés qui en fixeront les pouvoirs et les émoluments.

**Art. 18. Référence à la loi.** Pour tout ce qui n'est pas prévu par les présents statuts, les associés se réfèrent et se soumettent aux dispositions légales.

#### *Dispositions transitoires*

Le premier exercice social commence le jour de la constitution et se termine le 31 décembre 2012.

#### *Souscription - Libération*

Le capital a été souscrit, comme suit:

Parts Sociales	
Aabar Holdings S.à r.l. ....	12.500
Total: .....	12.500

Toutes les parts sociales ont été intégralement libérées par des versements en numéraire de sorte que la somme de douze mille cinq cents Euros (EUR 12.500,-) correspondant au capital social de douze mille cinq cents Euros (EUR 12.500,-) se trouve dès à présent à la libre disposition de la Société, ainsi qu'il en a été justifié au notaire.

## UMGRÜNDUNGSPLAN

gemäß § 39

(ö) Umgründungssteuergesetz

### Präambel

Die unten genannten Gesellschaften planen, auf den Umgründungsstichtag 15.04.2013 mehrere, teilweise dasselbe Vermögen betreffende Umgründungen vorzunehmen.

**1. Vertragsparteien.** Aabar Automotives GmbH (FN 309208 v) mit dem Sitz in Wien, Österreich (im Folgenden auch „Aabar Automotives“);

Aabar Falcon Holding GmbH (FN 302178 f) mit dem Sitz in Wien, Österreich (im Folgenden auch „Aabar Falcon“);

Aabar Europe Holdings GmbH (FN 309218 h) mit dem Sitz in Wien, Österreich (im Folgenden auch „Aabar Europe“);  
und

Aabar Trading S. à r. l. (Handels- und Gesellschaftsregister Luxemburg B 169173) mit dem Sitz in Luxemburg (im Folgenden auch „Aabar Trading“).

**2. Beteiligungsverhältnisse.** Aabar Holdings S. à r. l., eine Gesellschaft gegründet und bestehend nach luxemburgischem Recht mit Sitz in 15, Rue Edward Steichen, L-2540 Luxemburg, Großherzogtum Luxemburg, eingetragen im luxemburgischen Handels- und Gesellschaftsregister unter der Nummer B 157199, ist die Alleingesellschafterin von Aabar Trading.

Aabar Investments PJS, eine Gesellschaft gegründet und bestehend nach dem Recht von Abu Dhabi, mit ihrem Sitz in Abu Dhabi, Vereinigte Arabische Emirate, ist die Alleingesellschafterin von Aabar Europe.

Die Alleingesellschafterin von Aabar Trading und Aabar Europe haben daher dieselbe Muttergesellschaft.

### 3. Umgründungsschritte.

Schritt 1: Verschmelzung durch Aufnahme gemäß

Art I UmgrStG („Up-Stream Merger“)

- Übertragende Körperschaft: Aabar Automotives
- Übernehmende Körperschaft: Aabar Europe
- Übertragenes Vermögen: Gesamtes Vermögen der Aabar Automotives
- Verschmelzungsstichtag: 15.04.2013

Schritt 2: Verschmelzung durch Aufnahme gemäß

Art I UmgrStG („Up-Stream Merger“)

- Übertragende Körperschaft: Aabar Falcon
- Übernehmende Körperschaft: Aabar Europe
- Übertragenes Vermögen: Gesamtes Vermögen der Aabar Falcon
- Verschmelzungsstichtag: 15.04.2013

Schritt 3: Grenzüberschreitende Verschmelzung durch Aufnahme gemäß Art I UmgrStG („Side-Stream Merger“)

- Übertragende Körperschaft: Aabar Europe
- Übernehmende Körperschaft: Aabar Trading
- Übertragenes Vermögen: Gesamtes Vermögen der Aabar Europe, einschließlich des in Schritt 1 und Schritt 2 übertragenen Vermögens
- Verschmelzungsstichtag: 15.04.2013

**4. Umgründungsstichtag.** Als Stichtag für die beabsichtigten und in Abschnitt 3. dargestellten Umgründungsschritte wird jeweils der 15.04.2013 herangezogen.

**5. Steuerrechtliche Wirkung gemäß § 39 UmgrStG.** Im Sinne des § 39 UmgrStG wird festgelegt und vereinbart, dass die oben genannten Umgründungen, die in der oben dargestellten Reihenfolge alle auf denselben Stichtag bezogen werden (auf den 15.04.2013), für ertragsteuerliche Zwecke als so abgewickelt gelten, dass die Vermögensübernahme aller Schritte des Abschnitts 3. mit Ablauf des Umgründungsstichtages als bewirkt gelten (d.h. mit dem 15.04.2013, 24 Uhr) und der letzte Rechtsnachfolger (Aabar Trading) das Vermögen mit Beginn des auf den Umgründungsstichtag folgenden Tages (d.h. mit dem 16.04.2013, 0 Uhr) erwirbt.

**6. Sonstiges.** Dieser Umgründungsplan unterliegt österreichischem Recht, unter Ausschluss der Verweisungsnormen des österreichischen internationalen Privatrechts.

Dieser Umgründungsplan wurde auf Deutsch errichtet; für Arbeitszwecke angefertigte Übersetzungen, insbesondere die nebenstehende englische Übersetzung, haben keinen Einfluss auf die Vertragsauslegung.

## RESTRUCTURING PLAN

pursuant Section 39 Austrian  
Restructuring Tax Act

### *Preamble*

The companies mentioned below are planning to implement multiple restructuring steps partially affecting the same assets each step, effective as of 15 April 2013.

**1. Contracting parties.** Aabar Automotives GmbH (FN 309208 v) with its registered office in Vienna, Austria (hereinafter also „Aabar Automotives“);

Aabar Falcon Holding GmbH (FN 302178 f) with its registered office in Vienna, Austria (hereinafter also „Aabar Falcon“);

Aabar Europe Holdings GmbH (FN 309218 h) with its registered office in Vienna, Austria (hereinafter also „Aabar Europe“);and

Aabar Trading S. a r. 1. (Commercial Register of Luxembourg B 169173) with its registered seat in Luxembourg (hereinafter also „Aabar Trading“).

**2. Shareholder structure.** Aabar Holdings S. à r. l., a company incorporated and existing under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, having its registered office at 15, Rue Edward Steichen, L-2540 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg and registered with the Luxembourg Register of Commerce and Companies under number B 157199 is the sole shareholder of Aabar Trading.

Aabar Investments PJS, a company incorporated and existing under the laws of Abu Dhabi, with its seat in Abu Dhabi, United Arab Emirates, is the sole shareholder of Aabar Europe.

The sole shareholder of Aabar Trading and Aabar Europe, thus, have the same parent company.

### **3. Restructuring steps.**

Step 1: Merger by absorption according to Art I Austrian Restructuring Tax Act ("Up-Stream Merger")

- Transferring Company: Aabar Automotives
- Acquiring Company Aabar Europe
- Transferred assets: all assets of Aabar Automotives
- Merger date: 15 April 2013

Step 2: Merger by absorption according to Art I Austrian Restructuring Tax Act ("Up-Stream Merger")

- Transferring Company: Aabar Falcon
- Acquiring Company: Aabar Europe
- Transferred assets: all assets of Aabar Falcon
- Merger date: 15 April 2013

Step 3: Cross-border Merger by absorption according to Art I Austrian Restructuring Tax Act ("Side-Stream Merger")

- Transferring Company: Aabar Europe
- Acquiring Company: Aabar Trading
- Transferred assets: all assets of Aabar Europe, including the assets, which are transferred in Step 1 and Step 2
- Merger date: 15 April 2013

**4. Restructuring date.** The effective date for all intended restructuring steps as described in section 3. above is 15 April 2013.

**5. Tax law effect according to section 39 Restructuring Tax Act.** Within the meaning of section 39 Austrian Restructuring Tax Act it is determined and agreed that the above mentioned restructurings, which are effective as per the same effective date (15 April 2013), are, for income tax law purposes, considered implemented in a manner that the transfer of the assets of all steps of Section 3 are accomplished by the end of the effective date (i.e. on 15 April 2013, 24:00h) and that the last legal successor (Aabar Trading) acquires the assets as of the beginning of the day following the effective date (i.e. 16 April 2013, 00:00h).

**6. Miscellaneous.** This Restructuring Plan shall be governed by the laws of Austria, excluding the Austrian Conflict of Laws Rules of Private International Law.

This Restructuring Plan was prepared in German. Any translations, in particular, the English translation herein, produced for convenience purposes only shall have no impact on the interpretation of the agreement.

4. Oktober 2013.

Aabar Automotives GmbH / Aabar Falcon Holding GmbH / Aabar Europe Holdings GmbH /  
Aabar Trading S. à r. l.

Dr. Christian Wimpissinger

*Auf Grund der angeschlossenen Vollmacht*

Référence de publication: 2013148443/860.

(130181677) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 octobre 2013.

---

**Experian Luxembourg Finance S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

**Capital social: USD 720.040.000,00.**

Siège social: L-1661 Luxembourg, 99, Grand-rue.

R.C.S. Luxembourg B 172.407.

Le bilan au 31 mars 2013 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 18 septembre 2013.

*Pour la société*

Référence de publication: 2013131373/11.

(130159767) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 septembre 2013.

---

**Bensons Investments S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1510 Luxembourg, 60, avenue de la Faïencerie.

R.C.S. Luxembourg B 180.138.

—  
STATUTES

In the year two thousand and thirteen, on the 12<sup>th</sup> of September.

Before us Maître Blanche MOUTRIER, notary residing in Esch-sur-Alzette (Grand Duchy of Luxembourg).

There appeared:

1. Mr. Bernard Olivier, residing in L-9999 Wemperhardt, 4A, Op der Haart (Grand Duchy of Luxembourg), hereafter represented by Mr. Hervé Poncin, residing professionally in L-1510 Luxembourg, 60, avenue de la Faïencerie (Grand Duchy of Luxembourg), by virtue of a proxy given under private seal to him, which will remain annexed hereto;

2. Mr. Hervé Poncin, residing professionally in L-1510 Luxembourg, 60, avenue de la Faïencerie (Grand Duchy of Luxembourg).

Such appearing persons, in the capacity in which they act, have requested the notary to state as follows the articles of incorporation of a company:

**Art. 1. Formation.** There is formed a joint stock company ("the Company") organized under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg ("the Laws") and by the present articles of association ("the Articles").

**Art. 2. Name.** The Company will exist under the name of "Bensons Investments S.A.."

**Art. 3. Registered office.** The Company will have its registered office in the City of Luxembourg.

The registered office may be transferred (i) to any other place within the City of Luxembourg by a resolution of the manager or in case of plurality of managers by the Board of Directors and (ii) to any other place in the Grand Duchy of Luxembourg by a resolution of the shareholder(s) deliberating in the manner provided for amendments to the Articles.

Branches or other offices may be established either in the Grand Duchy of Luxembourg or abroad by resolution of the manager or as the case may be by the Board of Directors.

In the event that, in the view of the director or as the case may be the Board of Directors, extraordinary political, economic or social developments occur or are imminent that would interfere with the normal activities of the Company at its registered office or with the ease of communications with such office or between such office and persons abroad, the Company may temporarily transfer the registered office abroad, until the complete cessation of these abnormal circumstances. Such temporary measures will have no effect on the nationality of the Company, which, notwithstanding the temporary transfer of the registered office, shall remain a company governed by the Laws. Such temporary measures shall be taken and notified to any interested parties by the director or as the case may be the Board of Directors.

**Art. 4. Object.** The object of the Company is the holding of participations, in any form whatsoever, in Luxembourg companies and foreign companies and all other forms of investments, the acquisition by purchase, subscription, or in any

other manner as well as the transfer by sale, exchange or otherwise of stock, bonds, debentures, notes and other securities of any kind, as well as the management, control and development of such participations.

The Company may participate in the establishment and development of any financial, industrial or commercial enterprises in Luxembourg and abroad and may render them every assistance whether by way of loans, guarantees or otherwise.

The Company may enter into the following transactions:

- to conclude and/ or to get facilities in any form, and to proceed to the issuance of bonds and debentures;
- to advance, lend, deposit funds and/ or grant facility to its subsidiaries and/ or to companies in which the Company has direct or indirect interest, even not substantial, and/ or to companies belonging at the same group of companies than the Company ("the Affiliated Company(ies)");

For the purpose of this article, a company is considered as belonging at the same group of companies than the Company whether this company, directly or indirectly, holds, controls, is controlled by or is under common control with the Company, as ultimate holder, trustee, guardian or other fiduciary agent.

A company shall be considered as controlling another company whether it holds, directly or indirectly, the whole or a substantial part of the whole share capital of the company or it has the disposal of the authority to run or to orient the management and the politics of the other company by way of the detention of shares enabling to exert the right of vote by agreements or otherwise.

- to grant any guarantee, pledge or other form of security agreement, whether by personal covenant or by mortgage or charge upon all or part of the Company's property assets (presents or futures), or by these two methods cumulatively, for the execution of any agreement or obligation of the Company or of Affiliated Companies and to render any assistance to the Affiliated Companies within the limits authorized by Luxembourg law, being understood that the Company will not enter into any transaction which could cause it to be engaged in any activity that would be considered as a banking activity.

The Company may carry out any other securities, financial, industrial or commercial activity, directly or indirectly connected with its objects and maintain a commercial establishment open to the public.

The Company may moreover establish branches abroad and may, through such branches, carry out any financial, industrial or commercial activity, directly or indirectly connected with the corporate object of the Company provided that no offers relating to such activity are made and that no measures with respect to the promotion or exercise of such activity are carried out on the territory of the Grand Duchy of Luxembourg.

The Company may conduct all real estate transactions, such as buying, selling, development and management of real estate.

The Company may proceed to the acquisition, the worldwide exploitation, the disposal by sale, exchange or in any other manners, the granting by means of licensing or by any other legally admissible means of all intellectual property and industrial rights (including but not limited to manufacturer and trademark rights, patents, copyrights and related rights, industrial designs and models, plans, secret formulas or processes, domain names and software) as well as the use or the right to use industrial, commercial or scientific equipment and the adoption of any appropriate measure in order to protect these rights.

The Company may in general take any controlling and supervisory measures and carry out any operation which it may deem useful in the accomplishment and development of its purposes.

**Art. 5. Duration.** The Company is formed for an unlimited period of time.

**Art. 6. Share capital.** The share capital of the Company is fixed at thirty one thousand euros (31,000.- eur) represented by three hundred and ten (310) shares with a nominal value of one hundred euros (100.- eur) each.

The share capital may be changed at any time by a resolution of the shareholder(s) deliberating in the manner provided for amendments to the Articles.

The Company can proceed to the repurchase of its own Shares by decisions of the Board of Directors subject to the availability of funds determined by the Board of Directors on the basis of relevant Interim Accounts.

**Art. 7. Share premium and Assimilated premiums.** In addition to the share capital, a share premium account to which shall be transferred any premium paid on any share in addition to its nominal value as well as assimilated premiums accounts to the extent permitted by the Laws may be set up.

Amongst the assimilated premiums, the Board of Directors is authorized to collect the contributions in net equity not remunerated by shares from the existing shareholder(s) of the Company ("Capital Contribution").

The allocation of the share premium and assimilated premiums accounts may, inter alia, be used to provide for the payment of any shares which the Company may repurchase from its shareholder(s), to offset any net realised losses or to make distributions to the shareholder(s) or to allocate funds to the Legal Reserve.

**Art. 8. Ownership of shares.** The Company shall recognise only one holder per Share. In case a Share is held by more than one person, the Company has the right to suspend the exercise of all rights attached to that Share until one person has been appointed as the sole owner in relation to the Company.

**Art. 9. Form of shares.** The shares of the Company may be in registered form or in bearer form or partly in one form or the other form, at the option of the shareholders subject to the restrictions foreseen by law.

In presence of registered shares, a register of shareholders shall be kept at the registered office of the Company.

Such register shall set forth the name of each shareholder, its residence, the number of shares held by it, the amounts paid in on each such share, the transfer of shares and the date of such transfers.

**Art. 10. Composition of the Board of Directors.** The Company shall be managed by a Board of Directors composed of three members at least, who need not be shareholders themselves.

However, if the Company is set up by a sole shareholder or, if it is recorded at a general meeting of shareholders that the Company has a sole shareholder, the composition of the Board of Directors can be limited to one member until the next ordinary general meeting following the recording of the existence of more than a shareholder.

The director(s) shall be appointed by the shareholder(s), who will determine their number and the duration of their mandate which may not exceed six years, respectively they are eligible for re-appointment and may be removed at any time, with or without cause, by a resolution of the shareholder(s).

**Art. 11. Power of the Board of Directors.** The Board of Directors is vested with the broadest powers to perform all acts necessary or useful for accomplishing the Company's object.

All powers not expressly reserved by the Laws or by the Articles to the general meeting of shareholder(s) fall within the competence of the Board of Directors.

The Board of Directors may delegate its powers to conduct the daily management and affairs of the Company and the representation of the Company for such management and affairs, to any member or members of the board, directors, managers or other officers who need not be shareholders of the Company, under such terms and with such powers as the board shall determine.

**Art. 12. Representation.** The Company will be bound towards third parties by the individual signature of the sole director or in case the Board of Directors is composed of three members or more by the joint signatures of any two directors.

The Company will further be bound towards third parties by the joint signatures or sole signature of any person to whom special power has been delegated by the Board of Directors, but only within the limits of such special power.

**Art. 13. Meetings of the Board of Directors.** The Board of Directors appoints from among its members a chairman and may appoint a secretary who need not be a director himself responsible for keeping the minutes of the meetings of the Board of Directors.

The Board of Directors will meet upon call by the chairman or by any two (2) of its members, at the place and at the time indicated in the notice of meeting.

No such notice is required if all members of the Board of Directors are present or represented and if they state to have full knowledge of the agenda of the meeting.

Notice of a meeting may also be waived by a director, either before or after a meeting, whether in original, by fax or e-mail.

Separate written notices are not required for meetings that are held at times and places indicated in a schedule previously adopted by the Board of Directors.

The chairman will preside at all meetings of the Board of Directors, except that in his absence the Board of Directors may appoint another member of the Board of Directors as chairman pro tempore by majority vote of the directors present or represented at such meeting.

Any director may act at any meeting of the Board of Directors by appointing in writing, transmitted by any means of communication allowing for the transmission of a written text, another manager as his proxy.

Any member of the Board of Directors may represent one or more other members of the Board of Directors.

One or more directors may participate in a meeting by conference call, visioconference or any other similar means of communication enabling thus several persons participating therein to simultaneously communicate with each other.

Such participation shall be deemed equivalent to a physical presence at the meeting.

In addition, a written decision, signed by all the directors, is proper and valid as though it had been adopted at a meeting of the Board of Directors which was duly convened and held.

Such a decision may be documented in a single document or in several separate documents having the same content and each of them signed by one or several directors.

A quorum of the Board of Directors shall be the presence or representation of at least half (1/2) of the directors holding office.

Decisions will be taken by a majority of the votes of the directors present or represented at such meeting.

**Art. 14. Management fees and Expenses.** Subject to approval by the shareholder(s), the director(s) may receive a management fee in respect of the carrying out of their management of the Company and be reimbursed for all other

expenses whatsoever incurred by the director(s) in relation with such management of the Company or the pursuit of the Company's corporate object.

**Art. 15. Conflicts of interest.** If any of the directors of the Company has or may have any personal interest in any transaction of the Company, such director shall disclose such personal interest to the other director(s) and shall not consider or vote on any such transaction.

In case of a sole director it suffices that the transactions between the Company and its director, who has such an opposing interest, be recorded in writing.

The foregoing paragraphs do not apply if (i) the relevant transaction is entered into under fair market conditions and (ii) falls within the ordinary course of business of the Company.

No contract or other transaction between the Company and any other company or firm shall be affected or invalidated by the mere fact that any one or more of the director or any officer of the Company has a personal interest in, or is a manager, associate, member, shareholder, officer or employee of such other company or firm.

**Art. 16. Liability of the director(s).** The director(s) assume, by reason of their position, no personal liability in relation to any commitment validly made in the name of the Company.

**Art. 17. Auditor(s).** Except where according to the Laws the financial statements must be audited by an independent auditor, the business of the Company and its financial situation are supervised by one or more auditors who need not be shareholder(s) themselves.

The independent auditor(s) and the auditor(s) will be appointed by the shareholder(s), who will determine their number and the duration of their mandate, respectively they are eligible for re-appointment and may be removed at any time, with or without cause, by a resolution of the shareholder(s), save in such cases where the independent auditor may, as a matter of the Laws, only be removed for serious cause.

**Art. 18. Shareholder(s).** The shareholder(s) shall have such powers as are vested with them pursuant to the Laws and the Articles.

The single shareholder carries out the powers bestowed on the general meeting of shareholders.

**Art. 19. Annual general meeting.** The annual general meeting of shareholders shall be held in Luxembourg at the registered office of the Company, or at such other place in Luxembourg as may be specified in the notice of meeting on the on the last Friday of May at 11.00 a.m.

If such day is a legal holiday, the annual general meeting shall be held on the next following business day.

The annual general meeting may be held abroad if, in the absolute and final judgement of the Board of Directors, exceptional circumstances so require.

**Art. 20. General meetings.** Resolutions of the shareholder(s) are passed in a general meeting held at the registered office of the Company or at such other place in the Grand Duchy of Luxembourg upon issuance of a convening notice in compliance with the Laws and the Articles, by the Board of Directors, subsidiarily, by the auditor(s) or, more subsidiarily, by shareholder(s) representing at least ten per cent (10%) of the share capital.

If all the shareholders are present or represented at a general meeting and if they state that they have been duly informed of the agenda of the meeting, the meeting may be held without prior notice.

All shareholders are entitled to attend and speak at any general meeting.

A shareholder may act at any general meeting by appointing in writing, transmitted by any means of communication allowing for the transmission of a written text, another person who need not be a shareholder himself, as a proxy holder.

One or more shareholders may participate in a general meeting by conference call, videoconferencing or any other similar means of communication enabling the several persons participating therein to simultaneously communicate with each other. Such participation shall be deemed equivalent to a physical presence at the general meeting for the purpose of the quorum and majority requirements.

Each share entitles to one vote.

At any general meeting other than a general meeting convened for the purpose of amending the Articles or voting on resolutions whose adoption is subject to the quorum and majority requirements of an amendment to the Articles, resolutions shall be adopted irrespective of the number of shares represented, by a simple majority of votes cast, each share entitling to one vote.

At any general meeting convened for the purpose of amending the Articles or voting on resolutions whose adoption is subject to the quorum and majority requirements of an amendment to the Articles, the quorum shall be at least half (1/2) of the share capital and resolutions shall be adopted by shareholders representing at least two thirds (2/3) of the votes cast.

If such quorum is not reached at the first meeting, the shareholders may be convened a second time and resolutions shall be adopted without quorum requirement by shareholders representing at least two thirds (2/3) of the votes cast.

**Art. 21. Financial year.** The Company's financial year starts on the first of January and ends on the thirty first of December of each year.

**Art. 22. Financial statements.** At the end of each financial year, the accounts are closed and the Board of Directors draws up an inventory of assets and liabilities, the balance sheet and the profit and loss account, in accordance with the Laws for submission to the shareholder(s) for approval.

Each shareholder or its representative may inspect these financial documents at the registered office.

**Art. 23. Legal reserve.** The credit balance of the profit and loss account, after deduction of general expenses, costs, amortization, charges and provisions represents the annual net profit.

From the annual net profit, at least five per cent (5%) shall each year be allocated to the reserve in the respect of article 72 of the law of August 10th, 1915 on commercial companies (as amended) ("the Legal Reserve").

That allocation to the Legal Reserve will cease to be required as soon and as long as the Legal Reserve amounts to ten per cent (10%) of the share capital.

**Art. 24. Allocation of the profits.** After allocation to the Legal Reserve, the shareholder(s) shall determine how the remainder of the annual net profits shall be disposed of by allocating the whole or part of the remainder to a reserve, by carrying them forward to the next following financial year or by distributing them, as the case may be with carried forward profits and distributable reserves to the shareholder(s).

The shareholders upon a decision of a general meeting of shareholders may decide to distribute a dividend provided always that the amount to be distributed may not exceed the amount of the net profits of the last financial year increased by the carried forward profits and sums drawn from reserves available for this purpose, but decreased by carried forward losses and sums to be allocated to a reserve pursuant to the requirements of the Laws or of the Articles.

The Board of Directors may decide to distribute an interim dividend on the basis of a statement of accounts prepared by them showing that sufficient funds are available for distribution provided always that the amount to be distributed by way of interim dividend may not exceed total profits made since the end of the last financial year for which the annual accounts have been approved, plus any profits carried forward and sums drawn from reserves available for this purpose, less losses carried forward and any sums to be placed to reserve pursuant to the requirements of the Laws or of the Articles.

The auditor(s) or the independent auditor(s) in their report to the Board of Directors shall verify whether the conditions for the distribution of the interim dividend have been satisfied.

In the event of a dividend or interim dividend declaration, each share of the Company entitles to the same proportion in the distributed amount.

The share premium and assimilated premiums accounts may be distributed to the shareholders upon a decision of a general meeting of shareholders in accordance with the provisions set forth above.

The dividends, interim dividends or the distributions of share premium and assimilated premiums declared in cash may be paid in any currency selected by the Board of Directors and may be paid at such places and times as may be determined by the Board of Directors. The Board of Directors may make a final determination of the rate of exchange applicable to translate dividend, interim dividend or share premium and assimilated premiums funds into the currency of their payment. A dividend declared but not paid on a Share during five (5) years cannot thereafter be claimed by the holder of such Share, shall be forfeited by the holder of such Share and shall revert to the Company. No interest shall be paid on dividends, interim dividends or distributions of share premium and assimilated premiums declared and unclaimed which are held by the Company on behalf of holders of Shares.

**Art. 25. Dissolution and Liquidation.** The Company may be dissolved by a resolution of the shareholder(s) deliberating in the manner provided for amendments to the Articles.

At the time of winding up, the liquidation will be carried out by one or several liquidators, shareholders or not, appointed by the shareholder(s) who shall determine their powers and remuneration.

A sole shareholder can decide to dissolve the Company and to proceed to its liquidation, assuming personally the payment of all known and unknown assets and liabilities of the Company.

After payment of all the debts of and charges against the Company, including the expenses of liquidation, the net liquidation proceeds shall be distributed to the shareholder(s).

The liquidator(s) may proceed with the distribution of liquidation down payments subject to keep sufficient provision for payment of the outstanding debts.

**Art. 26. Incorporated Provisions.** Reference is made to the provisions of the Laws, in particular the law of August 10<sup>th</sup>, 1915 on commercial companies (as amended), for all matters for which no specific provision is made in the Articles.

*Transitory disposition*

By exception, the first financial year starts on the date of incorporation and ends on December 31<sup>st</sup>, 2014.

The first annual general meeting shall be held in the year 2015.

### Subscription and Payment

The subscribers have subscribed a number of shares of the Company and have paid in cash the amounts as mentioned hereafter:

Shareholders	Subscribed capital	Paid-in Capital	Number of shares
Bernard OLIVIER prenamed . . . . .	27.900,- eur	27.900,- eur	279 shares
Hervé PONCIN prenamed . . . . .	3.100,- eur	3.100,- eur	31 shares
Total . . . . .	31.000,- eur	31.000,- eur	310

Evidence of such contribution has been given to the undersigned notary by a bank certificate, so that the amount of thirty one thousand euros (31.000,- eur) is as of now available to the Company.

### Declaration - Evaluation

The undersigned notary herewith declares having verified the existence of the conditions enumerated in article 26 of the law of August 10<sup>th</sup>, 1915, on commercial companies and expressly states that they have been fulfilled.

### Expenses

The amount of expenses, costs, remunerations or charges in any form whatsoever which shall be borne by the company as a result of its formation are estimated at approximately 1.400,- EUR.

### General meeting of Shareholders

Immediately after the incorporation of the Company, the above named parties, representing the entire subscribed capital and exercising the powers devolved to the meeting, passed the following resolutions:

- The number of directors is fixed at three and the number of the statutory auditor at one.
- Are appointed as directors:
  - Mr. Bernard Olivier, residing in L-9999 Wemperhardt, 4A, Op der Haart (Grand Duchy of Luxembourg);
  - Mr. Hervé Poncin, residing professionally in L-1510 Luxembourg, 60, avenue de la Faïencerie (Grand Duchy of Luxembourg);
  - Mr. Alain Dierckx, residing in L-8072 Bertrange, 1, rue des Chênes (Grand Duchy of Luxembourg).
- Has been appointed statutory as auditor:
  - FIDUCIAIRE GRAND DUCALE S.A., having its registered office at L-1510 Luxembourg, 60, Avenue de la Faïencerie (Grand Duchy of Luxembourg).
- The address of the Company is set at L-1510 Luxembourg, 60, Avenue de la Faïencerie (Grand Duchy of Luxembourg).
- The term of office of the directors and of the statutory auditor shall be of six years and shall end at the annual general meeting of shareholders to be held in the year 2019, unless otherwise decided by a shareholders meeting.

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that on the request of the above appearing persons, the present deed is worded in English followed by a French translation; on the request of the same appearing persons and in case of divergences between the English and the French text, the English version will be prevailing.

Whereof the present notarial deed was drawn up in Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the appearing parties, known to the notary by their name, first name, civil status and residence, the said parties signed together with us, the notary, the present original deed.

### French version:

L'an deux mille treize, le douze septembre.

Par-devant Maître Blanche MOUTRIER, notaire de résidence à Esch-sur-Alzette (Grand-Duché de Luxembourg).

Ont comparu:

1. Monsieur Bernard Olivier, demeurant à L-9999 Wemperhardt, 4A, Op der Haart (Grand-Duché de Luxembourg), ci-après représenté par Monsieur Hervé Poncin, demeurant professionnellement à L-1510 Luxembourg, 60, avenue de la Faïencerie (Grand-Duché de Luxembourg), suivant une procuration lui donnée sous seing privé laquelle restera annexée au présent acte.

2. Monsieur Hervé Poncin, demeurant professionnellement à L-1510 Luxembourg, 60, avenue de la Faïencerie (Grand-Duché de Luxembourg).

Lesquels comparants, ès qualités qu'ils agissent, ont requis le notaire instrumentaire d'acter les statuts d'une société anonyme qu'ils déclarent constituer comme suit:

**Art. 1<sup>er</sup>. Forme.** Il est formé une société anonyme ("la Société") régie par les lois du Grand-Duché de Luxembourg ("les Lois") et par les présents statuts ("les Statuts").

**Art. 2. Dénomination.** La Société a comme dénomination "Bensons Investments S.A."

**Art. 3. Siège social.** Le siège social de la Société est établi dans la ville de Luxembourg.

Le siège social peut être transféré (i) à tout autre endroit de la ville de Luxembourg par une décision du Conseil d'Administration et (ii) à tout autre endroit au Grand-Duché de Luxembourg par une décision des actionnaire(s) délibérant comme en matière de modification de Statuts.

Des succursales ou d'autres bureaux peuvent être établis soit au Grand-Duché du Luxembourg ou à l'étranger par décision du Conseil d'Administration.

Dans l'hypothèse où l'administrateur unique ou le cas échéant le Conseil d'Administration estime que des événements extraordinaires d'ordre politique, économique ou social sont de nature à compromettre l'activité normale de la Société à son siège social ou la communication aisée avec ce siège ou entre ce siège et l'étranger ou que de tels événements se sont produits ou sont imminents, la Société pourra transférer provisoirement le siège social à l'étranger jusqu'à cessation complète de ces circonstances anormales. Ces mesures provisoires n'auront aucun effet sur la nationalité de la Société, laquelle, nonobstant ce transfert provisoire du siège, demeurera régie par les Lois. Ces mesures provisoires seront prises et portées à la connaissance de tout intéressé par l'administrateur unique ou le cas échéant le Conseil d'Administration.

**Art. 4. Objet.** La Société a pour objet la prise de participations sous quelque forme que ce soit, dans des entreprises luxembourgeoises ou étrangères, et toutes autres formes de placement, l'acquisition par achat, souscription ou de toute autre manière, ainsi que l'aliénation par vente, échange ou de toute autre manière de titres, obligations, créances, billets et autres valeurs de toutes espèces, l'administration, le contrôle et le développement de telles participations.

La Société peut participer à la création et au développement de n'importe quelle entreprise financière, industrielle ou commerciale, tant au Luxembourg qu'à l'étranger et leur prêter concours, que ce soit par des prêts, des garanties ou de toute autre manière.

La Société peut également, être engagée dans les opérations suivantes:

- conclure des emprunts sous toute forme ou obtenir toutes formes de moyens de crédit, et procéder à l'émission d'obligations;

- avancer, prêter, déposer des fonds ou donner crédit à ses filiales ou aux sociétés dans lesquelles elle a un intérêt direct ou indirect, même non substantiel, ou à toutes sociétés, qui seraient actionnaires, directs ou indirects, de la Société, ou encore à toutes sociétés appartenant au même groupe que la Société ("la Société(s) Apparenté(es)");

Aux fins des présentes, une société est considérée comme appartenant au même groupe de sociétés que la Société, si cette société, directement ou indirectement, détient, contrôle, est contrôlée par ou est sous contrôle commun avec, la Société, que ce soit comme détenteur ultime, trustee ou gardien ou autre fiduciaire.

Une société sera considérée comme contrôlant une autre société si elle détient, directement ou indirectement, tout ou une partie substantielle de l'ensemble du capital social de la société ou dispose du pouvoir de diriger ou d'orienter la gestion et les politiques de l'autre société, que ce soit aux moyens de la détention de titres permettant d'exercer un droit de vote, par contrat ou autrement;

- accorder toutes garanties, fournir tous gages ou toutes autres formes de sûreté, que ce soit par engagement personnel ou par hypothèque ou charge sur tout ou partie des avoirs (présents ou futurs), ou par l'une et l'autre de ces méthodes, pour l'exécution de tous contrats ou obligations de la Société ou de Sociétés Apparentées et d'apporter toute assistance aux Sociétés Apparentées dans les limites autorisées par la loi luxembourgeoise; il est entendu que la Société n'effectuera aucune opération qui pourrait l'amener à être engagées dans des activités pouvant être considérées comme une activité bancaire.

La Société peut réaliser toutes opérations mobilières, financières ou industrielles, commerciales, liées directement ou indirectement à son objet et avoir un établissement commercial ouvert au public.

La Société peut établir des succursales à l'étranger et peut, par ces succursales, effectuer toutes opérations financières, industrielles ou commerciales, liées directement ou indirectement à l'objet de la Société, à condition qu'aucune offre en relation avec cette activité soit faite et qu'aucune mesure par rapport à la promotion ou l'exercice de cette activité soit effectuée sur le territoire du Grand-Duché de Luxembourg.

La Société peut également faire toutes les opérations immobilières, telles que l'achat, la vente, l'exploitation et la gestion d'immeubles.

La Société peut procéder à l'acquisition, l'exploitation mondiale, l'aliénation par vente, échange ou toute autre manière, la concession par le biais de licence ou par toute autre moyen légalement admissible de tous droits de propriété intellectuelle et industrielle (y compris mais sans limitation les marques de fabrique et de commerce, brevets, droits d'auteur et droits voisins, dessins et modèles industriels, plans, formules ou procédés secrets, noms de domaine et les logiciels) ainsi que l'usage ou la concession de l'usage d'un équipement industriel, commercial ou scientifique et prendre toutes mesures utiles à la protection de ces droits.

La Société peut, d'une façon générale, prendre toutes mesures de contrôle et de surveillance et faire toutes opérations qu'elle jugera utiles à l'accomplissement ou au développement de son objet.

**Art. 5. Durée.** La Société est constituée pour une durée illimitée.

**Art. 6. Capital social.** Le capital social de la Société est de trente et un mille euros (31.000,- eur) représenté par trois cent dix (310) actions d'une valeur nominale de cent euros (100,- eur) chacune.

Le capital peut être modifié à tout moment par une décision des actionnaire(s) délibérant comme en matière de modification de Statuts.

La Société peut procéder au rachat de ses propres Actions par décision du Conseil d'Administration sous réserve de la disponibilité des fonds déterminée par le Conseil d'Administration sur base des Comptes Intérimaires pertinents.

**Art. 7. Prime d'émission et Primes assimilées.** En outre du capital social, un compte prime d'émission dans lequel seront transférées toutes les primes payées sur les actions en plus de la valeur nominale ainsi que des comptes primes assimilées dans la mesure permise par les Lois peuvent être établis.

Parmi les comptes primes assimilées, le Conseil d'Administration est autorisé à recueillir les apports en capitaux propres non rémunérés par des titres des actionnaire(s) existants de la Société ("Capital Contribution").

L'affectation des comptes prime d'émission et primes assimilées peut être utilisée, entre autre, pour régler le prix des actions que la Société a rachetées à ses actionnaire(s), pour compenser toute perte nette réalisée, pour des distributions au(x) actionnaire(s) ou pour affecter des fonds à la Réserve Légale.

**Art. 8. Propriété des actions.** La Société ne reconnaît qu'un propriétaire par Action. S'il y a plusieurs propriétaires par Action, la Société aura le droit de suspendre l'exercice de tous les droits y attachés jusqu'à ce qu'une seule personne ait été désignée comme étant à son égard propriétaire.

**Art. 9. Forme des actions.** Les actions de la Société sont nominatives ou au porteur, ou en partie dans l'une ou l'autre forme, au choix des actionnaires, sauf dispositions contraires de la loi.

En présence d'actions nominatives, un registre des actionnaires sera tenu au siège social de la Société.

Ledit registre énoncera le nom de chaque actionnaire, sa résidence, le nombre d'actions détenues par lui, les montants libérés sur chacune des actions, le transfert d'actions et les dates de tels transferts.

**Art. 10. Composition du Conseil d'Administration.** La Société sera administrée par un Conseil d'Administration composé de trois membres au moins, qui n'ont pas besoin d'être actionnaires.

Toutefois, lorsque la Société est constituée par un actionnaire unique ou que, à une assemblée générale des actionnaires, il est constaté que celle-ci n'a plus qu'un actionnaire unique, la composition du Conseil d'Administration peut être limitée à un membre jusqu'à l'assemblée générale ordinaire suivant la constatation de l'existence de plus d'un actionnaire.

Les administrateur(s) seront nommés par les actionnaire(s), qui détermineront leur nombre et la durée de leur mandat qui ne pourra excéder six années, respectivement ils peuvent être renommés et peuvent être révoqués à tout moment, avec ou sans motif, par une résolution des actionnaire(s).

**Art. 11. Pouvoir du Conseil d'Administration.** Le Conseil d'Administration est investi des pouvoirs les plus étendus pour accomplir tous les actes nécessaires ou utiles à la réalisation de l'objet social de la Société.

Tous les pouvoirs qui ne sont pas expressément réservés en vertu des Lois ou des Statuts au(x) actionnaire(s) relèvent de la compétence du Conseil d'Administration.

Le Conseil d'Administration pourra déléguer ses pouvoirs relatifs à la gestion journalière des affaires de la Société et à la représentation de la Société pour la conduite des affaires, à un ou plusieurs administrateurs, directeurs, gérants et autres agents, actionnaires ou non, agissant à telles conditions et avec tels pouvoirs que le conseil déterminera.

**Art. 12. Représentation.** La Société sera engagée vis-à-vis des tiers soit par la signature individuelle de l'administrateur unique soit si le Conseil d'Administration est composé de trois membres ou plus par la signature conjointe de deux administrateurs.

La Société sera également engagée vis-à-vis des tiers par la signature conjointe ou par la signature individuelle de toute personne à qui ce pouvoir de signature aura été délégué par le Conseil d'Administration, mais seulement dans les limites de ce pouvoir.

**Art. 13. Réunions du Conseil d'Administration.** Le Conseil de d'Administration nommera parmi ses membres un président et pourra nommer un secrétaire qui n'a pas besoin d'être lui-même administrateur responsable de la tenue des procès-verbaux du Conseil d'Administration.

Le Conseil de d'Administration se réunira sur convocation du président ou de deux (2) de ses membres, au lieu et date indiqués dans la convocation.

Si tous les membres du Conseil d'Administration sont présents ou représentés à une réunion et s'ils déclarent avoir été dûment informés de l'ordre du jour de la réunion, celle-ci peut se tenir sans convocation préalable.

Un administrateur peut également renoncer à sa convocation à une réunion, soit avant soit après la réunion, par écrit en original, par fax ou par e-mail.

Des convocations écrites séparées ne sont pas requises pour les réunions qui sont tenues aux lieux et date indiqués dans un agenda de réunions adopté à l'avance par le Conseil de d'Administration.

Le Président présidera toutes les réunions du Conseil d'Administration, mais en son absence le Conseil d'Administration désignera un autre membre du Conseil d'Administration comme président pro tempore par un vote à la majorité des administrateurs présents ou représentés à cette réunion.

Tout administrateur peut se faire représenter aux réunions du Conseil d'Administration en désignant par un écrit, transmis par tout moyen de communication permettant la transmission d'un texte écrit, un autre administrateur comme son mandataire.

Tout membre du Conseil d'Administration peut représenter un ou plusieurs autres membres du Conseil d'Administration.

Un ou plusieurs administrateurs peuvent prendre part à une réunion par conférence téléphonique, visioconférence ou tout autre moyen de communication similaire permettant ainsi à plusieurs personnes y participant de communiquer simultanément les unes avec les autres.

Une telle participation sera considérée équivalente à une présence physique à la réunion.

En outre, une décision écrite, signée par tous les administrateurs, est régulière et valable de la même manière que si elle avait été adoptée à une réunion du Conseil d'Administration dûment convoquée et tenue.

Une telle décision pourra être consignée dans un seul ou plusieurs écrits séparés ayant le même contenu et signé par un ou plusieurs administrateurs.

Le Conseil d'Administration ne pourra valablement délibérer que si au moins la moitié (1/2) des administrateurs en fonction est présente ou représentée.

Les décisions seront prises à la majorité des voix des administrateurs présents ou représentés à cette réunion.

**Art. 14. Rémunération et Débours.** Sous réserve de l'approbation des actionnaire(s), les administrateur(s) peuvent recevoir une rémunération pour leur gestion de la Société et être remboursés de toutes les dépenses qu'ils auront exposées en relation avec la gestion de la Société ou la poursuite de l'objet social de la Société.

**Art. 15. Conflit d'intérêts.** Si un ou plusieurs administrateurs ont ou pourraient avoir un intérêt personnel dans une transaction de la Société, cet administrateur devra en aviser les autres administrateur(s) et il ne pourra ni prendre part aux délibérations ni émettre un vote sur une telle transaction.

Dans le cas d'un administrateur unique, il est seulement fait mention dans un procès-verbal des opérations intervenues entre la Société et son administrateur ayant un intérêt opposé à celui de la Société.

Les dispositions des alinéas qui précèdent ne sont pas applicables lorsque (i) l'opération en question est conclue à des conditions normales et (ii) si elle tombe dans le cadre des opérations courantes de la Société.

Aucun contrat ni autre transaction entre la Société et d'autres sociétés ou entreprises ne sera affecté ou invalidé par le simple fait qu'un ou plusieurs administrateurs ou tout fondé de pouvoir de la Société y a un intérêt personnel, ou est administrateur, collaborateur, membre, actionnaire, fondé de pouvoir ou employé d'une telle société ou entreprise.

**Art. 16. Responsabilité des administrateurs(s).** Les administrateurs n'engagent, dans l'exercice de leurs fonctions, pas leur responsabilité personnelle lorsqu'ils prennent des engagements au nom et pour le compte de la Société.

**Art. 17. Commissaire(s) aux comptes.** Hormis lorsque conformément aux Lois les comptes sociaux doivent être vérifiés par un réviseur d'entreprises indépendant, les affaires de la Société et sa situation financière peuvent être contrôlés par un ou plusieurs commissaires aux comptes qui n'ont pas besoin d'être eux-mêmes actionnaire(s).

Les réviseur(s) d'entreprises indépendant(s) et les commissaire(s) aux comptes seront nommés par les actionnaire(s) qui détermineront leur nombre et la durée de leur mandat, respectivement leur mandat peut être renouvelé et ils peuvent être révoqués à tout moment, avec ou sans motif, par une résolution des associé(s) sauf dans les cas où le réviseur d'entreprises indépendant ne peut seulement, par dispositions des Lois, être révoqué pour motifs graves.

**Art. 18. Actionnaire(s).** Les actionnaires exercent les pouvoirs qui leur sont dévolus par les Lois et les Statuts.

Si la Société ne compte qu'un seul actionnaire, celui-ci exerce les pouvoirs prémentionnés conférés à l'assemblée générale des actionnaires.

**Art. 19. Assemblée générale annuelle.** L'assemblée générale annuelle des actionnaires se tiendra au siège social de la Société, ou à tout autre endroit qui sera fixé dans l'avis de convocation, le dernier vendredi du mois de mai à 11.00 heures.

Si ce jour est un jour férié légal, l'assemblée générale annuelle se tiendra le premier jour ouvrable qui suit.

L'assemblée générale annuelle pourra se tenir à l'étranger, si le Conseil d'Administration constate souverainement que des circonstances exceptionnelles le requièrent.

**Art. 20. Assemblées générales.** Les décisions des actionnaire(s) sont prises en assemblée générale tenue au siège social ou à tout autre endroit du Grand-Duché de Luxembourg sur convocation conformément aux conditions fixées par les Lois et les Statuts du Conseil d'Administration, subsidiairement, des commissaire(s) aux comptes, ou plus subsidiairement, des actionnaire(s) représentant au moins dix pour cent (10%) du capital social.

Si tous les actionnaires sont présents ou représentés à une assemblée générale et s'ils déclarent avoir été dûment informés de l'ordre du jour de l'assemblée, celle-ci peut se tenir sans convocation préalable.

Tous les actionnaires sont en droit de participer et de prendre la parole à toute assemblée générale.

Un actionnaire peut désigner par écrit, transmis par tout moyen de communication permettant la transmission d'un texte écrit, un mandataire qui n'a pas besoin d'être lui-même actionnaire.

Un ou plusieurs actionnaires peuvent prendre part à une assemblée générale par conférence téléphonique, visioconférence ou tout autre moyen de communication similaire permettant ainsi à plusieurs personnes y participant de communiquer simultanément les unes avec les autres. Ce ou ces actionnaires sont réputés présents pour le calcul du quorum et de la majorité à l'assemblée.

Chaque action donne droit à un vote.

Lors de toute assemblée générale autre qu'une assemblée générale convoquée en vue de la modification des Statuts ou du vote de décisions dont l'adoption est soumise aux conditions de quorum et de majorité exigées pour une modification des Statuts, les résolutions seront adoptées par les actionnaires à la majorité simple, indépendamment du nombre d'actions représentées, chaque action donnant droit à un vote.

Lors de toute assemblée générale convoquée en vue de la modification des Statuts ou du vote de décisions dont l'adoption est soumise aux conditions de quorum et de majorité exigées pour une modification des Statuts, le quorum sera d'au moins la moitié (1/2) du capital social et les résolutions seront adoptées par les actionnaires représentant au moins les deux tiers (2/3) des votes exprimés.

Si ce quorum n'est pas atteint, les actionnaires peuvent être convoqués à une seconde assemblée générale et les résolutions seront alors adoptées sans condition de quorum par les actionnaires représentant au moins les deux tiers (2/3) des votes exprimés.

**Art. 21. Exercice social.** L'exercice social de la Société commence le premier janvier et s'achève le trente et un décembre de chaque année.

**Art. 22. Comptes sociaux.** A la clôture de chaque exercice social, les comptes sont arrêtés et le Conseil d'Administration dresse l'inventaire des éléments de l'actif et du passif, le bilan ainsi que le compte de résultats conformément aux Lois afin de les soumettre aux actionnaire(s) pour approbation.

Tout actionnaire ou son mandataire peut prendre connaissance des documents comptables au siège social.

**Art. 23. Réserve légale.** L'excédent favorable du compte de résultats, après déduction des frais généraux, coûts, amortissements, charges et provisions constituent le bénéfice net.

Sur le bénéfice net, il sera prélevé au moins cinq pour cent (5%) qui seront affectés, chaque année, à la réserve légale («la Réserve Légale») dans le respect de l'article 72 de la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales (telle que modifiée).

Cette affectation à la Réserve Légale cessera d'être obligatoire lorsque et aussi longtemps que la Réserve Légale atteindra dix pour cent (10%) du capital social.

**Art. 24. Affectations des bénéfices.** Après affectation à la Réserve Légale, les actionnaire(s) décident de l'affectation du solde du bénéfice net par versement de la totalité ou d'une partie du solde à un compte de réserve, en le reportant à nouveau ou en le distribuant le cas échéant avec les bénéfices reportés et les réserves distribuables aux actionnaire(s).

Les actionnaires par décision prise en assemblée générale des actionnaires, peuvent décider de distribuer un dividende étant entendu que les fonds à distribuer ne peuvent jamais excéder le montant des bénéfices nets du dernière exercice clos augmenté des bénéfices reportés ainsi que des prélèvements effectuées sur les réserves disponibles à cet effet et diminué des pertes reportées ainsi que des sommes à porter en réserve en vertu des Lois ou des Statuts.

Le Conseil d'Administration peut décider de distribuer un acompte sur dividende sur base d'un état comptable préparé par eux duquel il ressort que des fonds suffisants sont disponibles pour distribution, étant entendu que les fonds à distribuer en tant qu'acompte sur dividende ne peuvent jamais excéder le montant total des bénéfices réalisés depuis la fin du dernier exercice dont les comptes annuels ont été approuvés, augmenté des bénéfices reportés ainsi que des prélèvements effectuées sur les réserves disponibles à cet effet et diminué des pertes reportées ainsi que des sommes à porter en réserve en vertu des Lois ou des Statuts.

Les réviseur(s) d'entreprises indépendant(s) ou les commissaire(s) aux comptes dans leur rapport au Conseil d'Administration vérifieront si les conditions pour la distribution d'un acompte sur dividende ont été remplies.

En cas de déclaration d'un dividende ou d'un acompte sur dividende, chaque action donne droit à une même proportion dans le montant distribué.

La prime d'émission et les primes assimilées peuvent être distribuées aux actionnaires par décision prise en assemblée générale des actionnaires conformément aux dispositions établies ci-avant.

Les dividendes, les acomptes sur dividendes ou les distributions de la prime d'émission et des primes assimilées déclarés en numéraire peuvent être payés en toutes devises choisies par le Conseil d'Administration et pourront être payés en temps et lieu qu'il appartiendra de déterminer par le Conseil d'Administration. Le Conseil d'Administration, peut décider du cours de change applicable à la conversion des dividendes, des acomptes sur dividendes ou des distributions de la primes d'émission et des primes assimilées en la devise de leur paiement. Un dividende déclaré mais non payé sur une Action pendant cinq (5) ans, ne pourra par la suite plus être réclamé par le propriétaire d'une telle Action, de sorte qu'il

sera perdu pour celui-ci, et sera acquis à la Société. Aucun intérêt ne sera payé sur les dividendes, les acomptes sur dividendes ou les distributions de la prime d'émission et des primes assimilées déclarés et non réclamés qui seront détenus par la Société pour le compte des détenteurs d'Actions.

**Art. 25. Dissolution et Liquidation.** La Société peut être dissoute par une décision des actionnaire(s) délibérant comme en matière de modification de Statuts.

Au moment de la dissolution, la liquidation sera assurée par un ou plusieurs liquidateurs, actionnaires ou non, nommés par les actionnaire(s) qui détermineront leurs pouvoirs et rémunérations.

Un actionnaire unique peut décider de dissoudre la Société et de procéder à sa liquidation en prenant personnellement à sa charge tous les actifs et passifs, connus et inconnus, de la Société.

Après paiement de toutes les dettes et charges de la Société, y compris les frais de liquidation, le produit net de liquidation sera réparti entre les actionnaire(s).

Les liquidateur(s) peuvent procéder à la distribution d'acomptes sur produit de liquidation sous réserve de provisions suffisantes pour payer les dettes impayées à la date de la distribution

**Art. 26. Disposition finale.** Toutes les matières qui ne sont pas régies par les Statuts seront réglées conformément aux Lois, en particulier à la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales (telle que modifiée).

#### *Disposition transitoire*

Par exception, le premier exercice social commence le jour de la constitution et s'achève le 31 décembre 2014.

La première assemblée générale annuelle se tiendra en l'an 2015.

#### *Souscription et Libération*

Les comparants ont souscrit un nombre d'actions de la Société et ont libéré en espèces les montants suivants:

Actionnaires	Capital souscrit	Capital libéré	Nombre d'actions
Bernard OLIVIER prénommé . . . . .	27.900,-eur	27.900,-eur	279 actions
Hervé PONCIN prénommé . . . . .	3.100,-eur	3.100,-eur	31 actions
Total . . . . .	31.000,-eur	31.000,-eur	310

La preuve de la contribution a été donnée au notaire par un certificat de blocage des fonds, de sorte que le montant de trente et un mille euros (31.000,-eur) est à présent à la disposition de la Société.

#### *Déclaration - Evaluation*

Le notaire soussigné déclare avoir vérifié l'existence des conditions énumérées à l'article 26 de la loi du dix août mil neuf cent quinze sur les sociétés commerciales et en constate expressément l'accomplissement.

#### *Frais*

Le montant des frais, dépenses, rémunérations ou charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la société ou qui sont mis à sa charge en raison de sa constitution, sont approximativement estimés à la somme de 1.400,-.

#### *Assemblée générale extraordinaire*

Immédiatement après la constitution de la Société, les comparants précités, représentant l'intégralité du capital social, exerçant les pouvoirs de l'assemblée a pris les résolutions suivantes:

1. Le nombre des administrateurs est fixé à trois et celui des commissaires aux comptes à un.
2. Ont été appelés aux fonctions d'administrateurs:
  - M. Bernard Olivier demeurant à L-9999 Wemperhardt, 4A, Op der Haart (Grand-Duché de Luxembourg);
  - M. Hervé Poncin, demeurant professionnellement à in L-1510 Luxembourg, 60, avenue de la Faiencerie (Grand-Duché de Luxembourg);
  - M. Alain Dierckx, demeurant à L-8072 Bertrange, 1, rue des Chênes (Grand-Duché de Luxembourg).
3. A été appelée aux fonctions de commissaire aux comptes:
  - FIDUCIAIRE GRAND DUCALE S.A., ayant son siège social à L-1510 Luxembourg, 60, Avenue de la Faiencerie (Grand-Duché de Luxembourg).
4. L'adresse de la Société est fixée à L-1510 Luxembourg, 60, Avenue de la Faiencerie (Grand-Duché de Luxembourg).
5. La durée du mandat des administrateurs et du commissaire aux comptes sera de six ans et prendra fin à l'assemblée générale des actionnaires qui se tiendra en l'an 2019, sauf si une assemblée générale des actionnaires en décide autrement.

Le notaire soussigné, qui comprend et qui parle anglais, constate par les présentes, qu'à la requête des comparants, le présent procès-verbal est rédigé en langue anglaise suivi d'une traduction française. A la requête des mêmes comparants et en cas de divergences entre le texte anglais et le texte français, la version anglaise fera foi.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite aux comparants, tous connus du notaire instrumentaire par leurs noms, prénoms usuels, états et demeures, lesdits comparants ont signé avec Nous notaire la présente minute.

Signé: PONCIN, MOUTRIER.

Enregistré à Esch/Alzette Actes Civils, le 13/09/2013. Relation: EAC/2013/11863. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur ff. (signé): SANTIONI.

POUR EXPEDITION CONFORME délivrée à des fins administratives.

Esch-sur-Alzette, le 16 septembre 2013.

Référence de publication: 2013129959/590.

(130158330) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 septembre 2013.

### **OnX International S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-1931 Luxembourg, 13-15, avenue de la Liberté.

R.C.S. Luxembourg B 180.144.

#### — STATUTES

In the year two thousand and thirteen, on the eight day of August, before Maître Francis Kessler notary residing in Esch-sur-Alzette, Grand Duchy of Luxembourg,

#### THERE APPEARED

OnX Holdings L.L.C., a limited liability company incorporated under the laws of the state of Delaware, having its registered office at 160 Greentree Drive, Suite 101, Dover, Delaware 19904, USA, registered with the Delaware Secretary of State (the Subscriber),

represented by Anne-Lise Delfanne, lawyer, by virtue of a power of attorney given under private seal.

The power of attorney, after having been signed ne varietur by the proxyholder of the Subscriber and the undersigned notary, shall remain attached to the present deed for registration purposes.

The Subscriber, represented as stated here above, has requested the undersigned notary to enact the following articles of incorporation of a private limited liability company (société à responsabilité limitée), which it declares to establish as follows:

« **Art. 1. Name.** There exists a private limited liability company (société à responsabilité limitée) by the name of "OnX International S.à r.l." (the Company).

**Art. 2. Corporate object.** The object of the Company is to carry out all transactions pertaining directly or indirectly to the acquisition of participations in Luxembourg and foreign companies, in any form whatsoever, and the administration, management, control and development of those participations.

The Company may use its funds to establish, manage, develop and dispose of its assets as they may be composed from time to time, to acquire, invest in and dispose of any kinds of property, tangible and intangible, movable and immovable, and namely but not limited to, its portfolio of securities of whatever origin, to participate in the creation, acquisition, development and control of any enterprise, to acquire, by way of investment, subscription, underwriting or option, securities, and any intellectual property rights, to realise them by way of sale, transfer, exchange or otherwise and to develop them. The Company may receive or grant licenses on intellectual property rights.

The Company may borrow in any form, except by way of public offer. It may issue by way of private placement only, notes, bonds and debentures and any kind of debt securities in registered form and subject to transfer restrictions. The Company may lend funds including the proceeds of any borrowings and/or issues of debt securities to its subsidiaries or affiliated companies.

The Company may give guarantees and grant security in favour of third parties to secure its obligations and the obligations of companies in which the Company has a direct or indirect participation or interest and to companies which form part of the same group of companies as the Company and it may grant any assistance to such companies, including, but not limited to, assistance in the management and the development of such companies and their portfolio, financial assistance, loans, advances or guarantees. It may pledge, transfer, encumber or otherwise create security over some or all of its assets.

The Company may carry out any commercial, industrial, financial, personal, and real estate operations, which are directly or indirectly connected with its corporate purpose or which may favour its development.

**Art. 3. Duration.** The Company is formed for an unlimited period of time.

**Art. 4. Registered office.** The registered office is established in the city of Luxembourg.

It may be transferred to any other place in the Grand Duchy of Luxembourg by means of a resolution of an extraordinary general meeting of its shareholders. It may be transferred within the boundaries of the municipality by a resolution of the manager/board of managers of the Company.

The Company may have offices and branches, both in Luxembourg and abroad.

**Art. 5. Share capital.** The Company's subscribed share capital is fixed at USD 20,000 (twenty thousand US Dollars), represented by 1,000 (one thousand) shares having a nominal value of USD 20 (US Dollars) each.

**Art. 6. Amendments to the share capital.** The share capital may be changed at any time by a decision of the sole shareholder or by decision of the shareholder meeting, in accordance with article 15 of these articles of association.

**Art. 7. Profit sharing.** Each share entitles the owner thereof to a fraction of the corporate assets and profits of the Company in direct proportion to the number of shares in existence.

**Art. 8. Indivisible shares.** Towards the Company, the Company's shares are indivisible, and only one owner is admitted per share. Joint co-owners have to appoint a sole person as their representative towards the Company.

**Art. 9. Transfer of shares.** In case of a sole shareholder, the Company's shares held by the sole shareholder are freely transferable.

In case of plurality of shareholders, the transfer of shares inter vivos to third parties must be authorised by the general meeting of the shareholders who represent at least three-quarters of the paid-in capital of the Company. No such authorisation is required for a transfer of shares among the shareholders.

The transfer of shares mortis causa to third parties must be accepted by the shareholders who represent three-quarters of the rights belonging to the surviving shareholders.

The requirements of articles 189 and 190 of the Luxembourg act dated 10 August 1915 on commercial companies, as amended (the Companies Act) will apply.

**Art. 10. Redemption of shares.** The Company shall have power to acquire shares in its own capital provided that the Company has sufficient distributable reserves and funds to that effect.

The acquisition and disposal by the Company of shares held by it in its own share capital shall take place by virtue of a resolution of and on the terms and conditions to be decided upon by the sole shareholder or the general meeting of the shareholders. The quorum and majority requirements applicable for amendments to the articles of association shall apply in accordance with article 15 of these articles of association.

**Art. 11. Death, Suspension of civil rights, Insolvency or Bankruptcy of the shareholders.** The death, suspension of civil rights, insolvency or bankruptcy of the sole shareholder or of one of the shareholders will not terminate the Company.

**Art. 12. Management.** The Company is managed by one or more managers. If several managers have been appointed, each manager shall be assigned either an A or a B signatory power, and together they will constitute a board of managers. The managers need not to be shareholders. The managers are appointed, revoked and replaced by a decision of the general meeting of the shareholders, adopted by shareholders owning more than half of the share capital.

The general meeting of the shareholders may at any time and ad nutum (without cause) dismiss and replace the manager or, in case of plurality, any one of them.

In dealing with third parties, the managers will have all powers to act in the name and on behalf of the Company in all circumstances and to carry out and approve all acts and operations consistent with the Company's objects and provided the terms of this article 12 have been complied with.

All powers not expressly reserved by law or the present articles of association to the general meeting of shareholders fall within the power of the manager, or in case of plurality of managers, of the board of managers.

The Company shall be bound by the sole signature of its sole manager, and, in case of plurality of managers, by the joint signatures of a manager with an A signatory power and a manager with a B signatory power.

The manager, or in case of plurality of managers, a manager with an A signatory power and a manager with a B signatory power jointly may sub-delegate their powers for specific tasks to one or several ad hoc agents. The manager, or in case of plurality of managers, the delegating managers will determine this agent's responsibilities and remuneration (if any), the duration of the period of representation and any other relevant conditions of his agency.

In the case of plurality of managers, the resolutions of the board of managers shall be adopted by the majority of the managers present or represented. The board of managers can deliberate or act validly only if at least the majority of its members is present or represented at a meeting of the board of managers.

A chairman pro tempore of the board of managers may be appointed by the board of managers for each board meeting of the Company. The chairman, if one is appointed, will preside at the meeting of the board of managers for which he has been appointed. The board of managers will appoint a chairman pro tempore, if one is appointed, by vote of the majority of the managers present or represented at the board meeting.

In the case of plurality of managers, written notice of any meeting of the board of managers will be given to all managers, in writing or by telefax or electronic mail (e-mail), at least 24 (twenty-four) hours in advance of the hour set for such meeting, except in circumstances of emergency. A meeting of the board of managers can be convened by a manager with an A signatory power and a manager with a B signatory power or any two managers jointly. This notice may be waived if all the managers are present or represented, and if they state that they have been informed on the agenda of the meeting.

Separate notice shall not be required for individual meetings held at times and places prescribed in a schedule previously adopted by a resolution of the board of managers.

A manager may act at a meeting of the board of managers by appointing in writing or by telefax or electronic mail (e-mail) another manager as his proxy. A manager may also participate in a meeting of the board of managers by conference call, videoconference or by other similar means of communication allowing all the managers taking part in the meeting to be identified and to deliberate. The participation by a manager in a meeting by conference call, videoconference or by other similar means of communication mentioned above shall be deemed to be a participation in person at such meeting and the meeting shall be deemed to be held at the registered office of the Company. The decisions of the board of managers will be recorded in minutes to be held at the registered office of the Company and to be signed by the managers attending, or by the chairman of the board of managers, if one has been appointed. Proxies, if any, will remain attached to the minutes of the relevant meeting.

Notwithstanding the foregoing, a resolution of the board of managers may also be passed in writing in which case the minutes shall consist of one or several documents containing the resolutions and signed by each and every manager. The date of such circular resolutions shall be the date of the last signature. A meeting of the board of managers held by way of such circular resolutions is deemed to be held in Luxembourg.

**Art. 13. Liability of the manager(s).** The manager or the managers (as the case may be) assume, by reason of his/their position, no personal liability in relation to any commitment validly made by him/them in the name of the Company.

**Art. 14. General meetings of the shareholders.** An annual general meeting of the shareholder(s) shall be held at the registered office of the Company, or at such other place in the municipality of its registered office as may be specified in the notice of meeting.

Other general meetings of the shareholder(s) may be held at such place and time as may be specified in the respective notices of meeting.

As long as the Company has no more than twenty-five (25) shareholders, resolutions of shareholder(s) can, instead of being passed at general meetings, be passed in writing by all the shareholders. In this case, each shareholder shall be sent an explicit draft of the resolution(s) to be passed, and shall vote in writing (such vote to be evidenced by letter or telefax or electronic mail (e-mail) transmission).

**Art. 15. Shareholders' voting rights, Quorum and Majority.** The sole shareholder assumes all powers conferred to the general meeting of the shareholders.

In case of a plurality of shareholders, each shareholder may take part in collective decisions irrespectively of the number of shares, which he owns. Each shareholder has voting rights commensurate with his shareholding. Collective decisions are only validly taken insofar as they are adopted by shareholders owning more than half of the share capital.

However, resolutions to alter the articles of association of the Company may only be adopted by the majority in number of the shareholders owning at least three quarters of the Company's share capital and the nationality of the Company can only be changed by unanimous vote, subject to the provisions of the Companies Act.

**Art. 16. Financial year.** The Company's year starts on the 1 January and ends on 31 December of each year.

**Art. 17. Financial statements.** Each year, with reference to 31<sup>st</sup> December, the Company's accounts are established and the manager, or in case of plurality of managers, the board of managers prepare an inventory including an indication of the value of the Company's assets and liabilities.

Each shareholder may inspect the above inventory and balance sheet at the Company's registered office.

**Art. 18. Appropriation of profits, Reserves.** The gross profits of the Company stated in the annual accounts, after deduction of general expenses, amortisation and expenses represent the net profit. An amount equal to five per cent. (5%) of the net profits of the Company is allocated to a statutory reserve, until this reserve amounts to ten per cent. (10%) of the Company's nominal share capital. The general meeting shall determine how the remainder of the annual net profits will be disposed of. The manager, or in case of plurality of managers, the board of managers may decide to pay interim dividends.

**Art. 19. Liquidation.** At the time of winding up of the company the liquidation will be carried out by one or several liquidators, shareholders or not, appointed by the shareholders who shall determine their powers and remuneration.

**Art. 20. Statutory auditor - External auditor.** In accordance with article 200 of the Companies Act, the Company needs only to be audited by a statutory auditor if it has more than 25 (twenty-five) shareholders. An external auditor needs to be appointed whenever the exemption provided by article 69 (2) of the Luxembourg act dated 19 December 2002 on the trade and companies register and on the accounting and financial accounts of companies does not apply.

**Art. 21. Reference to legal provisions.** Reference is made to the provisions of the Companies Act for all matters for which no specific provision is made in these articles of association."

*Transitory provisions*

The first financial year of the Company starts on the date hereof and will end on 31 December 2013.

### *Subscription and Payment*

The articles of association having thus been established, the Subscriber, represented as stated above, hereby declares that it subscribes to all the 1,000 (one thousand) shares in the Company, having a nominal value of USD 20 (twenty US Dollars) each and for a total subscription price of USD 20,000 (twenty thousand US Dollars).

All the shares in the Company have been fully paid up by the Sole Shareholder by way of a contribution in cash in an aggregate amount of USD 20,000 (twenty thousand US Dollars), so that the amount of USD 20,000 (twenty thousand US Dollars) paid by the Subscriber is from now on at the free disposal of the Company.

The contribution in cash is entirely allocated to the share capital of the Company.

The Subscriber, represented as stated above, is referred from now on as the Sole Shareholder.

### *Estimate of Costs*

The expenses, costs, remunerations and charges in any form whatsoever, which shall be borne by the Company as a result of the present deed are estimated to be approximately one thousand five hundred euro (EUR 1.500,-).

### *Resolutions of the sole shareholder*

Immediately after the incorporation of the Company, the Sole Shareholder, represented as stated above, and representing the entire share capital of the Company, has taken the following resolutions:

(1) the number of managers of the Company is set at 3 (three);

(2) the following persons are appointed as managers of the Company (constituting therefore the board of managers of the Company), for an unlimited period of time:

- Robb Warwick, CFO, whose professional address is at 338 Pier avenue, Hermosa Beach, CA 90254, United States of America, as a manager with an A signatory power;

- ATC Management (Luxembourg), S.à r.l., a private limited liability company (société à responsabilité limitée), whose registered address is at 13-15, avenue de la Liberté L-1931 Luxembourg, and which is registered with the Luxembourg Trade and Companies Register under number B 103.336, as a manager with a B signatory power; and

- Hille-Paul Schut, manager, whose professional address is at 13-15, avenue de la Liberté L-1931 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, as a manager with an B signatory power; and

(3) the registered office of the Company is set at 13-15, Avenue de la Liberté, L-1931 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

The undersigned notary, who understands and speaks English, declares that at the request of the proxyholder of the Sole Shareholder, the present deed is worded in English followed by a French version. At the request of the proxyholder of the Sole Shareholder and in case of discrepancies between the English and French versions, the English version shall prevail.

Whereof, the present notarial deed was drawn up in Luxembourg, on the day named at the beginning of this notarial deed.

This notarial deed, having been read to the proxyholder of the Sole Shareholder, the proxyholder of the Sole Shareholder signs the present deed together with the undersigned notary.

### **Suit la traduction française du texte qui précède:**

L'an deux mille treize, le huitième jour du mois d'août,

Par-devant Maître Francis Kessler, notaire de résidence à Esch-sur-Alzette, au Grand-Duché de Luxembourg.

#### **A COMPARU:**

OnX Holdings L.L.C., une société à responsabilité limitée du Delaware, ayant son siège social au 160, Greentree Drive, Suite 101, Dover, Delaware 19904, USA, immatriculée auprès du Delaware Secretary of State (le Souscripteur),

ici représenté par Anne-Lise Delfanne, avocat, résidant à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, en vertu d'une procuration accordée sous seing privé.

Ladite procuration, après avoir été signée ne varietur par le mandataire du Souscripteur et par le notaire instrumentant, restera annexée au présent acte pour être soumise ensemble aux formalités de l'enregistrement.

L'Associé Unique, représenté comme indiqué ci-dessus, a requis le notaire instrumentant d'arrêter ainsi qu'il suit les statuts d'une société à responsabilité limitée qu'elle déclare constituer.

**Art. 1<sup>er</sup> . Nom.** Il existe une société à responsabilité limitée, prenant la dénomination de "OnX International S.à r.l." (ci-après, la Société).

**Art. 2. Objet social.** L'objet social de la Société est l'accomplissement de toutes les opérations se rapportant directement ou indirectement à la prise de participations dans des sociétés luxembourgeoises ou étrangères, sous quelque forme que ce soit, ainsi que l'administration, la gestion, le contrôle et le développement de ces participations.

La Société peut utiliser ses fonds pour constituer, administrer, développer et vendre ses portefeuilles d'actifs tels qu'ils seront constitués au fil du temps, acquérir, investir dans et vendre toutes propriétés, corporelles ou incorporelles, mobilières ou immobilières, notamment, mais non limité à des portefeuilles de valeurs mobilières de toute origine, pour participer dans la création, l'acquisition, le développement et le contrôle de toute entreprise, pour acquérir, par voie d'investissement, de souscription ou d'option des valeurs mobilières et des droits de propriété intellectuelle, pour en disposer par voie de vente, cession, échange ou autrement et pour les développer. La Société peut octroyer ou recevoir des licences et des droits de propriété intellectuelle de toute origine.

La Société peut emprunter, sous quelque forme que ce soit, sauf par voie d'offre publique. Elle peut procéder, uniquement par voie de placement privé, à l'émission de titres, obligations, bons de caisse et tous titres de dettes sous forme nominative et soumise à des restrictions de transfert. La Société peut accorder tous crédits, y compris le produit de prêts et/ou émissions de valeurs mobilières, à ses filiales ou sociétés affiliées.

La Société peut consentir des garanties ou des sûretés au profit de tierces personnes afin de garantir ses obligations et les obligations de sociétés dans lesquelles elle a une participation ou un intérêt directs ou indirects et à toute société faisant partie du même groupe de sociétés que la Société et elle peut assister ces sociétés pour, y inclus, mais non limité à la gestion et le développement de ses sociétés et leur portefeuille, financièrement, par des prêts, avances et garanties. Elle peut nantir, céder, grever de charges toute ou partie de ses avoirs ou créer, de toute autre manière, des sûretés portant sur toute ou partie de ses avoirs.

La Société peut accomplir toutes les opérations commerciales, industrielles, financières, mobilières et immobilières, se rapportant directement ou indirectement à son objet social ou susceptibles de favoriser son développement.

**Art. 3. Durée.** La Société est constituée pour une durée illimitée.

**Art. 4. Siège social.** Le siège social est établi à Luxembourg-ville.

Il peut être transféré en tout autre lieu du Grand-Duché de Luxembourg par simple décision d'une assemblée générale extraordinaire des associés. Il peut être transféré à l'intérieur de la commune par une décision du gérant/conseil de gérance.

La Société peut ouvrir des bureaux et succursales dans tous autres lieux du pays ainsi qu'à l'étranger.

**Art. 5. Capital social.** Le capital social de la Société est fixé à USD 20.000 (vingt mille dollars US représenté par 1.000 (mille) parts sociales d'une valeur nominale de USD 20 (vingt dollars US) chacune.

**Art. 6. Modification du capital social.** Le capital social pourra à tout moment être modifié moyennant décision de l'associé unique sinon de l'assemblée des associés, conformément à l'article 15 des présents statuts.

**Art. 7. Participation aux bénéfices.** Chaque part sociale donne droit à son détenteur à une fraction, proportionnelle au nombre des parts existantes, de l'actif social ainsi que des bénéfices.

**Art. 8. Parts sociales indivisibles.** Les parts sociales sont indivisibles à l'égard de la Société qui ne reconnaît qu'un seul propriétaire pour chacune d'elles. Les copropriétaires indivis de parts sociales sont tenus de se faire représenter auprès de la Société par une seule et même personne.

**Art. 9. Transfert de parts sociales.** Toutes cessions de parts sociales détenues par l'associé unique sont libres.

En cas de pluralité d'associés, la cession de parts sociales inter vivos à des tiers non-associés doit être autorisée par l'assemblée générale des associés représentant au moins les trois quarts du capital social. Une telle autorisation n'est pas requise pour une cession de parts sociales entre associés.

La cession de parts sociales mortis causa à des tiers non-associés doit être acceptée par les associés qui représentent les trois quarts des droits appartenant aux survivants.

Les exigences des articles 189 et 190 de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, telle que modifiée (la Loi de 1915) sont applicables.

**Art. 10. Rachat de parts sociales.** La Société pourra acquérir ses propres parts sociales pourvu que la Société dispose à cette fin de réserves distribuables ou des fonds suffisants.

L'acquisition et la cession par la Société de parts sociales détenues par elle dans son propre capital social ne pourra avoir lieu qu'en vertu d'une résolution et conformément aux conditions qui seront décidées par une assemblée générale de l'associé unique/des associés. Les exigences de quorum et de majorité applicables aux modifications des statuts en vertu de l'article 15 des statuts sont d'application.

**Art. 11. Décès, Interdiction, Faillite ou Déconfiture des associés.** Le décès, l'interdiction, la faillite ou la déconfiture de l'associé unique, sinon d'un des associés, ne mettent pas fin à la Société.

**Art. 12. Gérance.** La Société est gérée par un ou plusieurs gérants. Si plusieurs gérants ont été désignés, chaque gérant reçoit un pouvoir de signature A ou un pouvoir de signature B, et forment ensemble un conseil de gérance. Les gérants n'ont pas besoin d'être associés. Les gérants sont désignés, révoqués et remplacés par l'assemblée générale des associés, par une résolution adoptée par des associés représentant plus de la moitié du capital social.

L'assemblée générale des associés peut à tout moment et ad nutum (sans justifier d'une raison) révoquer et remplacer le gérant, ou si plusieurs gérants ont été nommés, n'importe lequel des gérants.

Vis-à-vis des tiers, les gérants ont les pouvoirs les plus étendus pour agir au nom et pour le compte de la Société en toutes circonstances et pour exécuter et approuver les actes et opérations en relation avec l'objet social et sous réserve du respect des dispositions du présent article 12.

Tous les pouvoirs non expressément réservés par la loi ou les présents statuts à l'assemblée générale des associés sont de la compétence du gérant ou, en cas de pluralité de gérants, de la compétence du conseil de gérance.

En cas de gérant unique, la Société sera engagée par la seule signature du gérant, et en cas de pluralité de gérants, par la signature conjointe d'un gérant ayant un pouvoir de signature A et un gérant ayant un pouvoir de signature B.

Le gérant unique ou, en cas de pluralité de gérants, un gérant ayant un pouvoir de signature A et un gérant ayant un pouvoir de signature B conjointement pourront déléguer leurs compétences pour des opérations spécifiques à un ou plusieurs mandataires ad hoc. Le gérant unique ou, en cas de pluralité de gérants, les gérants qui délèguent détermineront la responsabilité du mandataire et sa rémunération (si le mandat est rémunéré), la durée de la période de représentation et toutes autres conditions pertinentes de ce mandat.

En cas de pluralité de gérants, les décisions du conseil de gérance seront prises à la majorité des voix des gérants présents ou représentés. Le conseil de gérance peut délibérer ou agir valablement seulement si au moins la majorité de ses membres est présente ou représentée lors de la réunion du conseil de gérance.

Un président pro tempore du conseil de gérance peut être désigné par le conseil de gérance pour chaque réunion du conseil de gérance de la Société. Le président, si un président a été désigné, présidera la réunion du conseil de gérance pour laquelle il aura été désigné. Le conseil de gérance désignera un président pro tempore par vote de la majorité des gérants présents ou représentés lors du conseil de gérance.

En cas de pluralité de gérants, avis écrit de toute réunion du conseil de gérance sera donné à tous les gérants par écrit ou télécopie ou courriel (e-mail), au moins 24 (vingt-quatre) heures avant l'heure prévue pour la réunion, sauf s'il y a urgence. Une réunion du conseil de gérance pourra être convoquée par un gérant ayant un pouvoir de signature A et un gérant ayant un pouvoir de signature B ou deux gérants conjointement. On pourra passer outre cette convocation si les gérants sont présents ou représentés au conseil de gérance et s'ils déclarent avoir été informés de l'ordre du jour. Une convocation spéciale ne sera pas requise pour une réunion du conseil de gérance se tenant à une heure et à un endroit déterminés dans une résolution préalablement adoptée par le conseil de gérance.

Tout gérant pourra se faire représenter en désignant par écrit ou par télécopie ou courriel (e-mail) un autre gérant comme son mandataire. Tout gérant peut participer à une réunion du conseil de gérance par conférence téléphonique, visioconférence ou par ou par tout autre moyen similaire de communication permettant à tous les gérants qui prennent part à la réunion d'être identifiés et de délibérer. La participation d'un gérant à une réunion du conseil de gérance par conférence téléphonique, visioconférence ou par ou par tout autre moyen similaire de communication auquel est fait référence ci-dessus sera considérée comme une participation en personne à la réunion et la réunion sera censé avoir été tenue au siège social. Les décisions du conseil de gérance seront consignées dans un procès-verbal qui sera conservé au siège social de la Société et signé par les gérants présents au conseil de gérance, ou par le président du conseil de gérance, si un président a été désigné. Les procurations, s'il y en a, seront jointes au procès-verbal de la réunion.

Nonobstant les dispositions qui précèdent, une décision du conseil de gérance peut également être prise par voie circulaire et résulter d'un seul ou de plusieurs documents contenant les résolutions et signés par tous les membres du conseil de gérance sans exception. La date d'une telle décision circulaire sera la date de la dernière signature. Une réunion du conseil de gérance tenue par voie circulaire sera considérée comme ayant été tenue à Luxembourg.

**Art. 13. Responsabilité des gérants.** Le ou les gérants (selon le cas) ne contractent, en raison de leur fonction, aucune obligation personnelle relativement aux engagements régulièrement pris par eux au nom de la Société.

**Art. 14. Assemblées générales des associés.** Une assemblée générale annuelle de l'associé unique ou des associés se tiendra au siège social de la Société ou à tout autre endroit de la commune de son siège social à préciser dans la convocation à l'assemblée.

D'autres assemblées générales de l'associé unique ou des associés peuvent être tenues aux lieux et places indiqués dans la convocation.

Tant que la Société n'a pas plus de vingt-cinq (25) associés, les résolutions de l'associé unique ou des associés pourront, au lieu d'être prises lors d'assemblées générales, être prises par écrit par tous les associés. Dans cette hypothèse, un projet explicite de la résolution ou des résolutions à prendre devra être envoyé à chaque associé, et chaque associé votera par écrit (ces votes pourront être produits par lettre, télécopie, ou courriel (e-mail)).

**Art. 15. Droits de vote des associés, Quorum et Majorité.** L'associé unique exerce les pouvoirs dévolus à l'assemblée des associés.

En cas de pluralité des associés, chaque associé peut participer aux décisions collectives quel que soit le nombre de parts qui lui appartiennent. Chaque associé a un nombre de voix égal au nombre de parts qu'il détient. En cas de pluralité d'associés, les décisions collectives ne sont valablement prises que pour autant qu'elles ont été adoptées par des associés représentant plus de la moitié du capital social.

Cependant, les résolutions modifiant les statuts de la Société ne pourront être prises que de l'accord de la majorité en nombre des associés représentant au moins les trois quarts du capital social et la nationalité de la Société ne pourra être changée que de l'accord unanime de tous les associés, sous réserve des dispositions de la Loi de 1915.

**Art. 16. Année sociale.** L'année sociale de la Société commence le 1<sup>er</sup> janvier et se termine le 31 décembre de chaque année.

**Art. 17. Comptes annuels.** Chaque année, au 31 décembre, les comptes sont arrêtés et, suivant le cas, le gérant ou le conseil de gérance dresse un inventaire comprenant l'indication des valeurs actives et passives de la Société.

Tout associé peut prendre connaissance de l'inventaire et du bilan au siège social de la Société.

**Art. 18. Distribution des bénéfices, Réserves.** Les bénéfices bruts de la Société, constatés dans les comptes annuels, déduction faite des frais généraux, amortissements et charges, constituent le bénéfice net. Sur le bénéfice net, il est prélevé cinq pour cent (5%) pour la constitution d'un fonds de réserve jusqu'à ce que celui-ci atteigne dix pour cent (10%) du capital social. L'assemblée générale décide de l'affectation du solde restant du bénéfice net annuel. Le gérant unique ou, en cas de pluralité de gérants, le conseil de gérance pourra décider de verser un dividende intérimaire.

**Art. 19. Liquidation.** Lors de la dissolution de la Société, la liquidation sera faite par un ou plusieurs liquidateurs, associés ou non, nommés par les associés qui fixeront leurs pouvoirs et leurs émoluments.

**Art. 20. Commissaire aux comptes - Réviseur d'entreprises.** Conformément à l'article 200 de la Loi de 1915, la Société doit être contrôlée par un commissaire aux comptes seulement si elle a plus de 25 (vingt-cinq) associés. Un réviseur d'entreprises doit être nommé si l'exemption prévue à l'article 69 (2) de la loi du 19 décembre 2002 concernant le registre de commerce et des sociétés ainsi que la comptabilité et les comptes annuels des entreprises n'est pas applicable.

**Art. 21. Référence aux dispositions légales.** Pour tout ce qui n'est pas réglé par les présents statuts, les associés s'en réfèrent aux dispositions légales de la Loi de 1915.

#### *Dispositions Transitoires*

Le premier exercice social de la Société commence à la date des présentes et sera clôt au 31 décembre 2013.

#### *Souscription et Libération*

Les Statuts de la Société ayant été ainsi établis, le Souscripteur, représenté comme indiqué ci-dessus, déclare souscrire à l'intégralité des 1.000 (mille) parts sociales de la Société ayant une valeur nominale de USD 20 (vingt dollars US) chacune, pour un prix de souscription total de USD 20.000 (vingt mille dollars US).

Toutes les parts sociales de la Société ont été intégralement libérées par le Souscripteur au moyen d'un apport en espèces d'un montant total de USD 20.000 (vingt mille dollars US), de sorte que le montant de USD 20.000 (vingt mille dollars US) payé par le Souscripteur se trouve dès maintenant à la libre disposition de la Société.

L'apport en espèces est intégralement affecté au compte de capital social de la Société.

Le Souscripteur, représenté comme indiqué ci-dessus, est à partir de maintenant l'Associé Unique.

#### *Evaluation des frais*

Le montant des frais, dépenses, rémunérations ou charges, sous quelque forme que ce soit qui incombent à la Société ou qui sont mis à sa charge en raison de sa constitution, s'élève à approximativement mille cinq cents euros (EUR 1.500,-).

#### *Assemblée générale constitutive*

Immédiatement après la constitution de la Société, l'Associé Unique représenté comme indiqué ci-dessus, et représentant la totalité du capital social souscrit de la Société a pris les résolutions suivantes:

(1) les membres du conseil de gérance sont au nombre de 3 (trois).

(2) les personnes suivantes sont nommées en tant que gérants de la Société (et constituent ensemble le conseil de gérance de la Société) pour une durée indéterminée:

- Robb Warwick, directeur financier, dont l'adresse professionnelle est au 338 Pier avenue, Hermosa Beach, CA 90254, aux Etats-Unis d'Amérique, en tant que gérant avec un pouvoir de signature A;

- ATC Management (Luxembourg) S.à r.l., société à responsabilité limitée, ayant son siège social à 13-15, avenue de la Liberté, L-1931 Luxembourg, immatriculée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 103336, en tant que gérants avec un pouvoir de signature B; et

- Hille-Paul Schut, gérant, dont l'adresse professionnelle est au 13-15, avenue de la Liberté, L-1931 Luxembourg, en tant que gérants avec un pouvoir de signature B; et

(3) le siège social de la société est établi à 13-15, avenue de la Liberté, L-1931 Luxembourg, au Grand Duché de Luxembourg.

Le notaire soussigné, qui a personnellement la connaissance de la langue anglaise, déclare que le mandataire de l'Associé Unique l'a requis de documenter le présent acte en langue anglaise, suivi d'une version française, et, en cas de divergence entre le texte anglais et le texte français, le texte anglais fera foi.

Dont acte, passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée au mandataire de l'Associé Unique, ce dernier a signé le présent acte avec le notaire.

Signé: Delfanne, Kessler.

Enregistré à Esch/Alzette Actes Civils, le 12 août 2013. Relation: EAC/2013/10742.

Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur (signé): Santioni A.

POUR EXPEDITION CONFORME.

Référence de publication: 2013130230/383.

(130158609) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 septembre 2013.

---

**Allfin Lux S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-2453 Luxembourg, 6, rue Eugène Ruppert.

R.C.S. Luxembourg B 130.313.

—  
*Extrait du procès-verbal de l'assemblée générale ordinaire des actionnaires tenue de manière extraordinaire le 13 juin 2013*

Les mandats des administrateurs, de l'administrateur délégué et du Commissaire aux comptes étant arrivés à échéance, l'Assemblée décide de les renouveler.

- Sont élus aux fonctions d'administrateurs de la société pour une durée de 6 ans, jusqu'à l'Assemblée générale ordinaire des actionnaires de la société qui se tiendra en 2019:

\* Monsieur Marnix Galle, né le 22 juillet 1963 à Watermaal-Bosvoorde (B) résidant à B-8300 Knokke (B) Astridlaan, 14;

\* Monsieur Fernand Pesch, né le 22 février 1938 à Luxembourg résidant à L-8232 Mamer, rue de Holzem, 28;

\* Monsieur Wolfgang Baertz, né le 19 juin 1940 à Düsseldorf (Allemagne) résidant à L-8123 Bridel, Bei de 5 Buchen, 4.

- Est élu aux fonctions d'administrateur délégué à la gestion journalière de la société pour une durée de 6 ans, jusqu'à l'Assemblée générale ordinaire des actionnaires de la société qui se tiendra en 2019:

\* Monsieur Marnix Galle, né le 22 juillet 1963 à Watermaal-Bosvoorde (B) résidant à B-8300 Knokke (B) Astridlaan, 14;

- Est élu aux fonctions de Commissaire aux comptes de la société pour une durée de 6 ans, jusqu'à l'Assemblée générale ordinaire des actionnaires de la société qui se tiendra en 2019:

\* La société VGD Experts-Comptables SARL avec siège social à L-1258 Luxembourg, 6, rue Jean-Pierre Brasseur inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B53981.

*Un Mandataire*

Référence de publication: 2013130432/26.

(130158758) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 septembre 2013.

---

**Société civile immobilière ANBO, Société Civile Immobilière.**

Siège social: L-1820 Luxembourg, 17, rue Antoine Jans.

R.C.S. Luxembourg E 888.

—  
La société informe la nouvelle adresse pour:

- Un des deux associés:

1) Monsieur Christian BERNARD, 17, rue Antoine Jans, L-1820 Luxembourg

- Les gérants:

2) Monsieur Bob BERNARD, 17, rue Antoine Jans, L-1820 Luxembourg

3) Monsieur Christian BERNARD, 17, rue Antoine Jans, L-1820 Luxembourg

Luxembourg, le 17 septembre 2013.

Pour avis sincère et conforme

*Pour société civile immobilière ANBO*

BERNARD & ASSOCIES, société civile

Référence de publication: 2013131659/17.

(130159854) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 septembre 2013.

---